

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 10 NOVEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 24 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 Questions jointes de

- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau régime de TVA applicable lors de l'acquisition de terrains adjoints à un bâtiment neuf" (n° 184)
- **Mme Gwendolyn Rutten** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau régime de TVA applicable au *sol attenant*" (n° 491)

01.01 Hagen Goyvaerts (VB): Le nouveau régime de TVA applicable à l'acquisition d'une habitation clés en main avec le sol y attenant, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011, a fait couler beaucoup d'encre ces dernières semaines, en particulier au Parlement flamand. Quelles démarches ont été entreprises?

L'objectif consistait à accorder aux Régions une compensation pour le manque à gagner sur le plan des droits d'enregistrement. Le Comité de concertation s'est penché sur cette question à trois reprises. Les auteurs d'un des rapports établis par le Comité évoquent la prise en considération de la politique sociale menée en Flandre et la nécessité d'éviter une hausse des coûts pour le citoyen.

La Flandre envisageait une sorte de régime de compensation. A-t-on convenu de dispositions concrètes? Nous avons pu lire dans la presse le malaise du secteur de la construction face à cette imprécision. Le but consisterait à procéder à une acquisition simultanée auprès d'une même société, mais les intéressés ne savent semble-t-il pas précisément comment interpréter cette règle. Qu'en est-il exactement? Je me réfère aux dispositions anti-abus dans le cas des entreprises scindées, c'est-à-dire lorsqu'une société vend le terrain tandis qu'une autre, faisant partie du même groupe, procède à la vente du bâtiment.

L'administration prépare semble-t-il une circulaire à ce sujet.

01.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La dernière concertation avec les Régions sur le nouveau régime de la TVA remonte au 3 mars 2010.

Le ministre-président flamand a demandé d'intégrer les compensations dans le débat général sur le financement des Communautés et des Régions, débat qui n'a pas encore eu lieu.

Pour éviter un double prélèvement de TVA et de droits d'enregistrement sur le terrain attenant, l'administration accepte que les conventions de vente signées avant le 1^{er} janvier 2011 soient régies par le régime en vigueur à la date de la conclusion de la convention. Les parties contractantes doivent fournir la preuve de la date de cette convention. En principe, il ne peut s'agir que d'un acte dont la date peut être attestée, mais l'administration admet que la preuve peut être fournie à partir d'autres données comme le paiement par virement bancaire ou postal, la communication de l'acte à une administration publique ou une demande de prêt.

L'administration apportera un commentaire à toutes les autres questions précises.

01.03 Hagen Goyvaerts (VB): Je suppose que la circulaire sera diffusée en temps opportun.

La mesure coûtera de l'argent aux Régions. Pour la Flandre, cela représente un montant d'environ 42 millions d'euros. Nous devons cependant attendre les résultats du débat sur le financement et nous ne disposons d'aucune information à ce sujet.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la politique plus sévère menée à l'égard des banques suisses" (n° 185)

02.01 Peter Logghe (VB): Si le monde se rétablit de la crise économique et financière, le redressement des banques semble poser davantage de difficultés. Selon le FMI, cette situation – si elle se combine avec une dette publique élevée, ce qui est certainement le cas pour la Belgique – constitue une menace pour le système financier. Le FMI estime que les banques doivent renforcer leur capital. La Suisse a dès lors immédiatement obligé ses grandes banques à porter leur capital à 19 % des actifs à risque pondéré, ce qui représente bien plus que les 11 % imposés par Bâle III.

Quel ratio de capital les banques doivent-elles respecter en Belgique? Pourquoi la Belgique, dont la dette publique est bien plus élevée que celle de la Suisse, n'appliqueraient-elles pas un ratio de 19 %? Qu'en est-il sur ce plan de la concertation entre les banques et le gouvernement?

02.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les banques belges sont actuellement soumises à un ratio de capital de 8 %. Cette norme a été définie par le Comité de Bâle et est une norme admise à l'échelon international pour le secteur bancaire. L'autorité de contrôle ne peut divulguer aucun chiffre sur les institutions individuelles.

Les institutions financières sont cependant obligées de fournir des informations détaillées sur leur position de solvabilité et je renvoie M. Logghe à ces informations.

Des accords internationaux sont conclus pour fixer les futurs critères financiers imposés aux établissements financiers. Dans leur communiqué de presse du 12 septembre 2010, les instances de gouvernance du Comité de Bâle ont ainsi dévoilé les lignes de force des normes de capital et de liquidités plus sévères auxquelles les banques seront soumises. Les accords stipulent que les banques devront disposer de capitaux et de réserves à concurrence de 7 %, atteindre un Tier 1 de 8,5 % et un ratio de capital total de 10,5 %. Ces ratios devront être atteints d'ici à 2019. Cet ensemble de réformes adopté à l'échelon international sous l'appellation Bâle III sera ensuite instauré dans l'EEE par le biais d'une directive européenne et s'appliquera à toutes les banques et à toutes les entreprises d'investissement.

Le gouvernement soutient résolument ce train de réformes et s'engage à respecter scrupuleusement les accords internationaux et à les mettre en œuvre. En attendant l'adoption du nouveau projet de réforme, nous n'insérerons dès lors aucune disposition dérogatoire dans notre législation nationale. Nous insistons sur une application cohérente du train de réformes à l'échelle internationale pour placer toutes les banques sur un pied d'égalité. Tous les pays n'ont pas mis rigoureusement en œuvre les accords de Bâle II, ce qui nuit à la crédibilité et à la stabilité du système bancaire.

Cette problématique est régulièrement examinée avec le secteur.

Le Comité de Bâle a organisé une ronde de consultations sur ses propositions en décembre 2009. Les réactions ont été massives. Febelfin a souligné la nécessité de conditions identiques à l'échelle internationale, d'une étude d'incidence détaillée pour évaluer les conséquences économiques, d'une période transitoire et d'une approche proportionnelle des différentes institutions en fonction de leur profil de risque. Le Comité de Bâle en a tenu compte et a calculé l'incidence macro-économique de ses propositions; il ressort de ces calculs que l'incidence sur la croissance économique est limitée et que les propositions sont favorables à la stabilité et au développement économique durable.

02.03 Peter Logghe (VB): Il est indispensable que des normes plus sévères soient adoptées à l'échelle internationale. Il s'agit d'attendre la ratification en novembre 2010.

Je suis quand même un peu inquiet en apprenant que le système ne sera déployé qu'en 2019. Combien de crises financières aurons-nous encore traversées d'ici là?

Le secrétaire d'État fait remarquer que nous ne pouvons pas affaiblir notre position de concurrence par rapport aux pays voisins. La Suisse compte également beaucoup de pays voisins et fixe quand même une règle de 19 %. Plus le rapport entre les fonds propres et les actifs est élevé, plus la banque est solide et plus les clients lui feront confiance. L'argumentation peut donc également être inversée.

02.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il y a une grande différence entre les banques suisses et les nôtres. Notre pays compte également de nombreuses banques internationales. Nous devons donc implémenter le système progressivement en collaboration avec les pays voisins et tous les autres pays européens.

02.05 Peter Logghe (VB): Nous n'avons peut-être pas assez protégé nos propres banques par le passé, mais c'est un autre débat.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la saga du lavoir de Péronnes-lez-Binche" (n° 212)

03.01 Colette Burgeon (PS): En février 2003, le gouvernement fédéral décide de soutenir la ré-affectation de l'ancien lavoir de Péronnes-lez-Binche pour y organiser un dépôt des Archives du Royaume et plus tard de l'Institut des Sciences naturelles. En mai 2006, la Régie des Bâtiments annonce que les Archives ne souhaitent plus s'installer à Péronnes, mais les Musées royaux des Beaux-Arts et le Musée du Cinquenaire manifestent leur intérêt.

L'Inspection des Finances de la Politique scientifique remet un avis négatif. Les travaux sont bloqués et le projet, menacé. L'État fédéral ne peut honorer sa promesse d'achat du site et les investissements ne peuvent continuer.

En décembre 2008, le ministre des Finances me répond que la Régie des Bâtiments ne participerait pas à une rénovation en l'absence de véritable projet. Les contacts n'étaient cependant pas rompus entre la Régie des Bâtiments, le promoteur et les services de la Politique scientifique.

Début 2009, Mme Laruelle introduit auprès du secrétaire d'État au Budget un recours, accepté fin mai 2009. Fin 2009, un protocole d'accord est conclu avec le promoteur. En décembre 2009, Mme Laruelle confirme que quatre établissements scientifiques (la Bibliothèque royale, l'Institut royal des Sciences naturelles, les Musées royaux d'Art et d'Histoire, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique) devraient bénéficier de surfaces de stockage à Péronnes-lez-Binche, une fois les travaux terminés.

Où en est la rénovation du bâtiment? La Régie a-t-elle conclu un bail emphytéotique avec les propriétaires? Le promoteur a-t-il lancé un appel d'offres européen? Quand les travaux vont-ils reprendre?

03.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Au nom de la Régie et du ministre, je confirme que le projet est toujours d'actualité.

Le protocole entre la Régie des Bâtiments et le promoteur (SA "Triage-Lavoir du Centre") a été validé par l'inspecteur des Finances de la Régie et le secrétaire d'État au Budget et approuvé par le Conseil des ministres du 25 mars 2010. Le marché de promotion comprendra les études, la rénovation, la construction et

le financement du projet. Les études sont maintenant terminées et le promoteur relance les appels d'offre pour le chantier.

Le contrat de promotion avec la Régie, qui concrétisera le protocole, devrait être signé pour la fin de l'année. Le planning prévisionnel est le suivant: début des travaux pour le printemps 2011, 18 mois d'exécution et une livraison probable du bâtiment pour fin 2012 ou début 2013.

Dès la mise à disposition du bâtiment, la SA "Triage-Lavoir du Centre" en cèdera la propriété sur les constructions à l'État, moyennant le paiement par la Régie des annuités résultant du protocole et du contrat.

03.03 Colette Burgeon (PS): Je suis le dossier attentivement. Merci pour le travail.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 214 de Mme Van der Auwera est retirée.

04 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le conflit entre l'ISI et le service de ruling dans le cadre de la lutte contre les abus en matière de déduction des intérêts notionnels" (n° 231)

04.01 Hagen Goyvaerts (VB): L'Inspection spéciale des impôts et le service de ruling sont en conflit en ce qui concerne la déduction des intérêts notionnels d'une certaine entreprise. L'entreprise est partie du principe qu'elle avait obtenu un accord avec le service de ruling et que les contestations possibles en matière fiscale étaient éliminées.

Il s'avère à présent que l'ISI a encore réalisé un contrôle au sein de l'entreprise et émis des objections sur l'interprétation des conditions par le service de ruling. Un tel conflit entre deux organes publics suscite évidemment la consternation dans le monde des entreprises. Celles-ci ont à nouveau des raisons de douter de la sécurité juridique déjà tellement mise en doute.

Une initiative a-t-elle été prise pour parvenir à des accords plus clairs entre l'ISI et la commission de Ruling en ce qui concerne la déduction des intérêts notionnels? Dans l'affirmative, le ministre peut-il commenter les accords conclus?

Comment le ministre lèvera-t-il le doute éventuel ressenti par les entreprises en ce qui concerne la sécurité juridique relative à la déduction des intérêts notionnels, d'une part, et la fiabilité du service de ruling, d'autre part? Donnera-t-il des informations à ce sujet?

Un autre problème réside dans la nomination des néerlandophones au sein de la commission de Ruling. Comme les nominations statutaires n'interviennent pas, nous perdons des investissements. Je ne sais pas si ce problème peut être résolu en affaires courantes. Où le bât blesse-t-il exactement?

04.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais): Les questions qui me sont adressées font clairement référence à un article de presse révélant qu'à l'occasion d'une enquête menée par l'ISI sur les abus en matière de déduction des intérêts notionnels, une procédure a été entamée contre une société. Selon l'auteur de cet article, ladite procédure n'a abouti à aucun résultat. Il s'agit donc d'un non-événement. S'il devait s'avérer nécessaire de rassurer le monde des entreprises, il suffirait de rappeler les principes de base suivants.

Conformément à l'article 23 de la loi du 24 décembre 2002, une décision anticipée peut être opposée aux services du SPF Finances, hormis dans les cas mentionnés dans l'énumération limitative de cette loi.

Dans le contexte de la loi, les services peuvent vérifier si les conditions auxquelles la décision anticipée est subordonnée sont remplies et si les actes ont été effectués de la manière décrite.

Afin de garantir finalement que toutes les composantes de l'administration fiscale respectent les décisions anticipées, le service Décisions Anticipées en matière fiscale (SDA) est organiquement structuré comme un service autonome de haut niveau au sein de la structure du SPF Finances, doté d'un pouvoir décisionnel entier. Toutefois, il est nécessaire que les services concernés fonctionnent de façon coordonnée. C'est la raison pour laquelle un mémorandum d'entente a été conclu entre le SDA et les services chargés de la gestion fiscale.

Pour ce qui est des relations entre les services de taxation et le SDA en cas de contrôle fiscal, le point 22 de ce protocole prévoit ce qui suit: quand le service opérationnel qui est compétent pour le contrôle du demandeur estime qu'il ne peut exécuter la décision anticipée pour l'un des motifs énumérés dans la loi du 24 décembre 2002, le dossier sera soumis, avec un rapport détaillé, aux services centraux qui se concerteront avec le SDA avant que la décision ne soit débattue dans le cadre d'un dialogue avec le contribuable. Nous rappellerons à nouveau cette disposition aux différents services de taxation.

04.03 Hagen Goyvaerts (VB): Bien que cet incident unique soit resté sans conséquences jusqu'ici, il est important que l'ISI, les services exécutifs et le service de ruling passent entre eux des accords clairs.

L'incident est clos.

05 Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le contrôle des frais bancaires payés lors d'un crédit logement" (n° 250)

05.01 Philippe Blanchart (PS): La reprise des dossiers pour des crédits-logement pose la question du manque de transparences des tarifs bancaires. La comparaison à la concurrence est rendue malaisée par un flot d'informations, les "packages" incluant des services dont l'utilité est discutable se sont multipliés et l'inflation s'est concentrée sur les intérêts débiteurs. Les incidents de paiement ont augmenté de 28 % alors que le nombre de conseillers particuliers a diminué de près de 10 % en 5 ans. Les baisses de coût ne sont pas répercutées.

Estimez-vous qu'il existe des abus?

Ne devrait-on pas réclamer plus de transparence dans l'explication des frais?

Des mesures ont-elles été prises afin de contrôler ces produits bancaires?

05.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Le crédit-logement est réglementé par la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.

L'article 11 de la loi dispose que seuls les frais de dossier et d'expertise peuvent être mis à charge du demandeur du crédit ou de l'emprunteur. La Commission Bancaire, Financière et des Assurances a rappelé le cadre légal aux acteurs concernés dans deux circulaires.

Il a été rappelé que les frais mis à charge doivent se trouver sur la feuille de tarif remise au candidat emprunteur lorsque ce dernier fait sa demande.

Concernant les tarifs, en application de l'article 43 de cette même loi, les documents émanant des entreprises de crédit hypothécaire doivent être soumis à un contrôle a priori de la CBFA. Celle-ci veille à ce que ces tarifs soient les plus lisibles possible. Les documents lui sont donc soumis.

L'offre conjointe et le coût des services de paiement est une matière relevant de la compétence de mon collègue, M. Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification.

05.03 Philippe Blanchart (PS): La démarche prospective du consommateur est tout de même rendue difficile en raison des documents présentés, des différentes formes utilisées.

Pourrait-on envisager d'harmoniser tous les documents?

05.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Pour les frais et tarifs, il existe un cadre légal que j'ai expliqué. Vouloir simplifier pourrait réduire la faculté du secteur d'offrir des produits plus adaptés à tel ou tel type de client.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les règles relatives à la surveillance des hedge funds" (n° 321)

06.01 Peter Logghe (VB): La France a-t-elle pu conserver d'une manière quelconque le veto contre les fonds et les managers non fiables? Le passeport européen a-t-il été instauré comme un automatisme au bout de cinq ans, de sorte qu'il n'est plus soumis à l'autorisation nationale de procéder à un placement privé? Qu'en est-il du droit de veto des États membres nationaux? Ont-ils encore le moyen de réagir?

Vu la réponse du ministre, les autres questions ont perdu leur raison d'être.

06.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un accord a été conclu sur ce point au conseil Ecofin.

Le passeport européen est un des éléments de la directive. L'objectif est que les fonds non européens reçoivent un "passeport européen" à partir de début 2015. Celui-ci ne sera en aucun cas un laissez-passer pour des fonds douteux. Il sera soumis à des règles et à des obligations. Des règles identiques et même encore plus strictes s'appliquent au passeport qui sera développé dès 2013 pour la commercialisation de fonds européens. À partir du moment où toutes les exigences strictes seront remplies, les fonds européens ou non pourront être commercialisés dans toute l'Union européenne.

Comme ces passeports constituent un nouvel élément dans le système juridique européen, les 27 États membres ont convenu dans le compromis final de les introduire par phases et sous conditions, en réservant un rôle important à l'organe de contrôle européen ESMA. Les États membres qui ont un régime de placement privé pourront le conserver provisoirement.

Bien que ces régimes nationaux seront soumis à quelques conditions supplémentaires, les conditions du régime de placement privé ne sont guère plus strictes que celles liées au nouveau passeport.

L'objectif est que les régimes de placement privé nationaux disparaissent après une période transitoire de trois ans, à partir de début 2028. À partir de ce moment, les fonds visés ne pourront plus être commercialisés que conformément au passeport européen dérégulé et supervisé.

06.03 Peter Logghe (VB): L'objectif du passeport européen est incontestablement très noble. Je remarque simplement que certains États membres considèrent le nouveau passeport comme un signe alarmant, au point qu'ils ont insisté pour qu'il soit procédé à une introduction par étapes.

L'incident est clos.

07 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'éventuel déménagement à Tielt du cadastre de Roulers" (n° 322)

07.01 Peter Logghe (VB): Le cadastre joue un rôle important dans la société, non seulement sur le plan de la gestion des propriétés immobilières mais également dans le domaine technico-fiscal et purement fiscal. L'annonce de la disparition éventuelle du bureau du cadastre à Roulers est dès lors inquiétante.

Le bureau du cadastre à Roulers fermera-t-il pour être relogé à Tielt? Sur quels critères ce déménagement est-il fondé? Cette fermeture concerne-t-elle tant le bureau d'enregistrement que l'antenne du cadastre? Quand la décision en la matière sera-t-elle prise?

07.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les conclusions du plan Coperfin présentées en 2001 concernent notamment les bâtiments. Compte tenu de la diminution prévue de l'effectif du personnel et dans le cadre d'une simplification, elles prévoyaient le regroupement d'un nombre considérable de bureaux, surtout dans les grands centres urbains. J'ai toutefois toujours veillé à conserver un service de qualité proche de la population.

Un déménagement ne peut avoir lieu que si un service à proximité est assuré.

L'administration de la Documentation patrimoniale confirme envisager le déménagement du bureau du cadastre à Roulers en un lieu qui n'a pas encore été fixé. Aucune décision n'a toutefois été prise.

L'incident est clos.

08 Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le système d'information Workflow au sein du ministère des Finances" (n° 389)

08.01 Olivier Henry (PS): Depuis 2007, un système informatisé du nom de "Workflow" est utilisé par l'administration fiscale. Ce système permet le transfert d'informations et de dossiers par voie informatique.

Cependant, certains, au ministère des Finances, affirment que ce système ne fonctionne qu'entre certains services. Il serait inefficace pour la transmission d'informations entre les services de taxation et de recouvrement, ce qui entraîne une paralysie non négligeable. Depuis dix ans, le ministère des Finances est "en travaux". Cependant, l'état d'avancement de l'informatisation n'est pas concluant.

Comment et depuis quand fonctionne ce système "Workflow"? Mes informations relatives au mauvais fonctionnement entre services sont-elles exactes? Quels sont les systèmes d'informatisation disponibles dans votre administration? Avez-vous déjà évalué ces systèmes au sein du ministère des Finances?

08.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Le système "Workflow contentieux" est utilisé pour gérer et suivre les litiges en matière d'établissement des impôts sur les revenus et taxes, et en matière de TVA.

Comme les agents ont accès aux dossiers électroniques du litige, aux données y relatives et à des lettres-type, il est logique que cet outil ne soit ouvert qu'à ceux amenés à traiter ce type de contentieux et pas à l'ensemble des agents. Les services de taxation de l'administration générale de la Fiscalité et de l'administration générale de lutte contre la fraude fiscale et des administrations centrales peuvent l'utiliser.

Je ne suis pas informé de problèmes de transmission entre les services concernés. Tout est mis en œuvre pour que l'information circule au mieux entre les personnes qui doivent pouvoir en disposer.

La conception du système "Workflow contentieux" est unique, car les flux décrits permettent de suivre le litige étape par étape, de l'introduction d'un recours administratif jusqu'à la fin du processus judiciaire, en ce compris toutes les questions préjudicielles devant la Cour constitutionnelle et la Cour de justice.

Depuis décembre 2009, le citoyen peut suivre lui-même les étapes de son litige, via son dossier financier personnel "MyMinfin", et connaître les coordonnées du service et celles de l'agent qui gère son dossier.

Pour le surplus, il m'est difficile, dans une réponse à une question orale, de commenter tous les systèmes informatiques mis au point au sein du département des Finances: "Tax-on-web", "MyMinfin", "Taxi", etc. Je vous invite à visiter le portail du SPF Finances et à découvrir l'ensemble des services en ligne offerts. Vous pourriez aussi le comparer à ceux des autres ministères pour vous faire une juste opinion.

08.03 Olivier Henry (PS): Visiblement, nous n'avons pas les mêmes informations par rapport aux problèmes d'interactivité entre divers programmes. Je reviendrai sans doute vers vous avec d'autres précisions.

L'incident est clos.

09 Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le manque de sécurité du bâtiment de la prison de Mons" (n° 390)

09.01 Franco Seminara (PS): Bien que le gouvernement soit en affaires courantes, quelle réponse comptez-vous apporter, via la Régie des Bâtiments, aux revendications du personnel de la prison de Mons portant sur le renforcement des mesures de sécurité périphériques?

Un accord a-t-il été pris avec la direction de la prison pour apporter des réponses rapides et concertées? Pourriez-vous fournir un échéancier précis relativement à la pose du filet de sécurité au sommet du mur d'enceinte?

09.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en français): En ce qui concerne la prison de Mons, un sas de sortie, destiné à garantir la sécurité lors des transferts vers le palais de justice, sera mis en adjudication courant novembre; les travaux, estimés à 50 000 euros, pourront être réalisés en 2011. La télévision de surveillance en circuit fermé est en cours d'installation (montant engagé: 162 987,31 euros). L'installation d'interphones, d'alarmes et de détections d'intrusion est prévue pour le second semestre 2011 (estimation: 200 000 euros). Le placement d'une détection généralisée d'incendie est prévu pour le deuxième trimestre 2011 (estimation: 200 000 euros).

Des contacts étroits et permanents existent donc entre les services centraux et l'administration pénitentiaire, la direction et les services techniques de l'établissement ainsi que la Régie des Bâtiments.

La pose de filets de sécurité a repris le 19 octobre après une interruption de quelques semaines causée par un autre chantier dans la prison et est en cours de finalisation.

09.03 Franco Seminara (PS): Je comprends très bien les problèmes que pose une prison intra-muros, encore compliqués par la proximité de la Faculté Warocqué.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le financement par la KBC et BNP Paribas Fortis du projet Theun-Hinboun au Laos" (n° 172)**

- **Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le financement par la KBC et BNP Paribas Fortis du projet Theun-Hinboun au Laos" (n° 173)**

10.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Le Laos, pays régi par un système communiste, s'est engagé dans la construction de barrages via la cession de terrains à des investisseurs étrangers, puisqu'il n'a pas la capacité de le faire. Ces concessions sont consenties à des prix largement inférieurs aux taux en vigueur dans les pays voisins. Ces projets ne procurent quasiment pas d'emplois locaux, au contraire, ils s'accompagnent de déplacements de populations de villages, de pertes de terres, de paupérisation, de déforestation de forêts primaires, etc.

La KBC et BNP Paribas, qui financent depuis 2008 le projet *Theun-Hinboun Expansion* (élargissement d'un barrage), ont été interpellées à ce sujet par différentes ONG, qui pointent le non-respect des *Equator principles*, des principes internationaux sur lesquels les banques se basent pour un développement un minimum respectueux de l'environnement, du développement durable, des populations locales. Énormément de problèmes se posent sur ce projet au point que des investisseurs japonais, britanniques, hollandais et français se sont désinvestis du projet.

Je m'interroge sur le projet d'extension et sur l'investissement de la KBC mais surtout de BNP Paribas-Fortis

dans un tel projet.

Avez-vous des informations complémentaires?

10.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Ce n'est pas BNP Paribas-Fortis qui est impliquée dans le financement du projet *Theun-Hinboun Expansion*, mais BNP Paribas (depuis 2008). C'est une société anonyme de droit français. Je ne suis donc pas en mesure de répondre à la question posée. BNP Paribas a déjà démenti les diverses allégations par des courriers publics.

Depuis novembre 2009, trois institutions financières de développement (française, allemande et néerlandaise) financent ce projet. Ces institutions ont effectué au préalable une analyse rigoureuse du respect des normes sociales et environnementales du projet. Leur décision de cofinancer ce projet reflète la crédibilité qu'elles accordent aux engagements pris par les développeurs du projet.

KBC confirme qu'elle participe au consortium de prêt international visant à financer le projet d'extension de la centrale hydroélectrique de Theun-Hinboun. Les activités illégales, criminelles, socialement inacceptables, les infractions aux droits de l'homme, etc. sont exclues systématiquement de tout financement par la KBC. Et tous les dossiers de financement de projets dans lesquels la KBC est engagée doivent être conformes aux Principes de l'Équateur.

La participation de la KBC au projet hydroélectrique est motivée par l'opportunité qu'il représente pour le développement autonome du Laos. La participation des trois autres sociétés d'investissement international constitue pour KBC une garantie de sérieux.

La KBC a signé les principes de l'Équateur en 2004. Un audit approfondi a amené KBC à la conclusion que le client avait correctement évalué les différents impacts du projet sur la population locale et l'environnement et qu'il avait établi un plan correct de relogement et de développement social au bénéfice des populations concernées.

KBC prend au sérieux les questions soulevées par les diverses ONG auxquelles vous faites référence, mais elle a le sentiment que le promoteur du projet s'engage d'une manière suffisamment crédible. Vous trouverez sur le site www.thpclaos.com les courriers des ONG ainsi que les réponses qui leur sont données.

10.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je remercie M. le secrétaire d'État pour ses réponses que j'attendais depuis six mois.

Je sais que la coopération au développement allemande dénonce depuis très longtemps cette extension du barrage et a écrit des courriers la dénonçant.

Les ONG regrettent que le test de validité des Principes de l'Équateur ait été réalisé par des experts dont l'indépendance par rapport à la KBC n'était pas établie.

10.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): La KBC m'affirme que son analyse a été réalisée d'après des visites et interviews sur place par des consultants externes indépendants et des spécialistes environnementaux.

L'incident est clos.

11 Question de M. Alain Mathot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'Inspection spéciale des impôts" (n° 391)

11.01 Alain Mathot (PS): Nous avons reçu dernièrement le rapport de la Cour des comptes concernant le fonctionnement de l'ISI. Ce rapport souligne qu'il manque 21 % des collaborateurs pour atteindre le nombre prévu de 622 agents.

Je relève deux problèmes. Le premier c'est que les agents travaillant à l'ISI sont en réalité généralement détachés d'autres services et peuvent donc, à tout moment, retourner dans leur service initial. Le second, c'est que des formations sont proposées aux membres de l'ISI, mais elles ne sont pas obligatoires. Dès lors, il n'existe pas de politique de formation continue qui identifierait les besoins ou les lacunes des différents collaborateurs.

Pourquoi n'allons-nous pas vers une nomination des membres de l'ISI? Pourquoi ne pas organiser des concours suivant des critères de sélection, comme pour les autres services? Quelle est la proportion des agents détachés et nommés à l'ISI? Pourquoi n'y a-t-il pas de formation systématique? Nous sommes face à des mécanismes de fraude souvent très poussés et qui évoluent. Il est clair que l'expérience des agents est fondamentale. Or, si les agents subissent une rotation importante, cette connaissance est perdue. Enfin, les formations proposées sont-elles spécifiquement axées sur la lutte contre la grande fraude fiscale?

11.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): L'ISI est composée d'agents mis à sa disposition et venant des autres administrations du SPF Finances, ce qui permet une approche polyvalente dans la lutte contre la grande fraude fiscale. Certains de ses fonctionnaires suivent des formations et des spécialisations. Ils travaillent en équipe dans des dossiers aux ramifications complexes.

Actuellement, seuls cinq fonctionnaires de l'ISI sont nommés. Un fonctionnaire qui passe une partie de sa carrière à l'ISI puis réintègre son administration, n'a rien perdu. Ce qu'il a appris à l'ISI sera profitable à son administration d'origine.

Lorsque l'arrêté ministériel d'exécution de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services opérationnels du SPF Finances sera pris, l'ISI deviendra une administration générale autonome. Sa direction pourra alors mener une politique propre de recrutement, de promotion et de formation.

La mise à disposition de fonctionnaires de l'ISI se fait par appel aux candidats, suivi d'entretiens de sélection par un jury composé de fonctionnaires généraux. Cette procédure restera d'application jusqu'à la création évoquée ci-dessus de l'Administration générale de la lutte contre la fraude fiscale.

Les fonctionnaires de l'ISI sont encouragés à suivre des cours spécifiques qui touchent chacun à leur domaine. Il leur est également possible de participer à des formations et séminaires en Belgique ou à l'étranger sur des sujets précis comme la fiscalité internationale, le droit pénal, le blanchiment, les techniques d'*e-audit*, etc. Les agents qui ont suivi une formation spécifique partagent leurs nouvelles connaissances avec leurs collègues par le biais de cours ou de réunions de travail. Ces formations et partages de connaissances continueront à être étendus.

Lors du dernier séminaire stratégique de la Direction du SPF, a été abordée la mise en place d'un cycle de formation pour tous les fonctionnaires de l'ISI.

11.03 Alain Mathot (PS): Quand passera cet arrêté ministériel?

Une obligation de suivre des formations orientées vers la lutte contre la fraude me paraîtrait utile. Bien sûr, le SPF ne perd pas la capacité des gens qui quittent l'ISI pour retourner à leur service, mais alors, il faut en former un nouveau aux techniques particulières de l'ISI.

L'arrêté ministériel prévoit-il un cadre précis pour l'ISI? Prévoit-il de nouvelles compétences pour l'ISI, notamment le pouvoir de perquisition? On me répond toujours qu'on préparera ou qu'on est en de train de préparer un texte.

11.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Il y a une imbrication de l'ensemble des arrêtés à prendre pour assurer toutes les nominations. Il y en a d'ailleurs encore l'un ou l'autre à prendre avant d'arriver à celui qui vous intéresse.

11.05 Alain Mathot (PS): Peut-on obtenir une copie de cet arrêté ministériel puisqu'il est prêt?

11.06 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Je n'ai pas coutume de distribuer des arrêtés ministériels avant que le ministre ne les adopte.

11.07 Alain Mathot (PS): Bref, je n'ai pas de réponse à ma question!

11.08 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Il a bien été décidé de donner un cadre spécifique aux services de l'ISI. Il a été décidé de créer une administration générale contre la fraude fiscale. L'étape administrative est la prise d'un arrêté ministériel qui, lui-même, est articulé dans une série d'autres arrêtés à prendre. Les affaires courantes ont stoppé une série de décisions dans la mise en place de la nouvelle administration des finances.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état déplorable des bâtiments de la prison de Forest" (n° 431)**
- **Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état de la prison de Forest" (n° 581)**

12.01 Sonja Becq (CD&V): Les tensions sont quasi inévitables dans des prisons surpeuplées et délabrées. Il est certain que la situation est grave à Forest. Le ministre Reynders est compétent pour les bâtiments. Il doit donc prendre ses responsabilités.

À Forest, l'inspection a mis quatre problèmes en évidence: l'absence d'équipements sanitaires, l'effondrement du sol, l'état des douches et la présence de moisissures. L'inspection alimentaire et d'autres services d'inspection se sont aussi rendus sur place.

Quelles initiatives ont été prises par la Régie des Bâtiments depuis 2007 pour assurer le bon entretien des prisons? Tous les moyens ont-ils été utilisés à bon escient? Quelle mesure ont été prises pour la rénovation urgente de la prison de Forest? D'après le ministre De Clerck, la Régie s'est engagée à faire exécuter les travaux à temps pour éviter la fermeture. La date butoir est fixée au 17 novembre. Sera-t-on dans les délais?

12.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Divers travaux d'entretien et de rénovation ont déjà été effectués dans les trois prisons de Bruxelles que sont Saint-Gilles, Forest et Berkendael. Les budgets inscrits ont réellement été affectés aux travaux prioritaires qui avaient été prévus.

Les mesures nécessaires ont immédiatement été prises pour faire face aux problèmes imprévus rencontrés dans l'aile B de Forest en raison d'une fuite dans le circuit d'eau sous-terrain. Les travaux de réparation sont en cours.

La présence de cafards dans la cuisine de la prison constitue un problème d'hygiène qui ne relève pas de la compétence de la Régie des Bâtiments.

Une concertation permanente a lieu avec les pompiers. Des promesses concrètes portant sur les chantiers à réaliser ont été faites le 22 octobre lors d'une nouvelle évaluation de la situation sur place par la Régie des Bâtiments et la direction de la prison. Seule une partie de l'aile a été évacuée pour permettre certains travaux, à savoir cinq cellules dans un premier temps, puis douze autres. Les cellules pourront être remises en service dès le 17 novembre, la date prévue pour la fin des travaux de réparation.

Pour éviter que pareils incidents se reproduisent, nous devrions effectuer des travaux de rénovation nettement plus importants. Toutefois, les ailes devraient dans ce cas être évacuées durant une période beaucoup plus longue.

12.03 Sonja Becq (CD&V): Cette réponse reste vague et prudente. Il reste à espérer que les travaux urgents seront achevés d'ici au 17 novembre. La prison de Haren est loin d'être terminée et entre-temps, il faut que les détenus de Forest puissent vivre dans des conditions décentes.

12.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Une nouvelle prison est nécessaire et il est

entendu que les travaux indispensables doivent être effectués dans les anciennes prisons, mais de trop gros investissements dans de vieilles prisons ne sont pas opportuns.

L'incident est clos.

13 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la nouvelle imprimerie publique Fedopress" (n° 462)

13.01 Karel Uyttersprot (N-VA): En janvier 2010, le ministre des Finances a approuvé une adjudication publique d'un montant de 18 millions d'euros pour la réalisation d'un investissement dans une nouvelle imprimerie d'État, Fedopress, qui fournira dès 2012 des imprimés aux services publics fédéraux, mais également aux entreprises et aux particuliers.

Pourquoi l'État rivalise-t-il avec le secteur privé? Un *business plan* a-t-il été établi pour Fedopress? A-t-on vérifié si le marché privé pouvait répondre à ces besoins? Ces 18 millions d'euros auront-ils une incidence positive sur notre économie? S'agit-il de produits, d'équipements, de logiciels de production nationale? Est-il possible de garantir à cette imprimerie une efficacité comparable à celle d'une imprimerie du secteur privé? Comment se composera l'effectif de l'imprimerie? À quelle CCT ressortira le personnel? L'imprimerie est-elle soumise aux mêmes obligations qu'une imprimerie privée, comme l'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises et le régime de la TVA?

13.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais): Fedopress n'imprimera que les imprimés internes des autorités fédérales et n'a nullement l'intention de décrocher des contrats privés en concurrence avec le secteur graphique. Le cahier des charges introduit toutefois un nouveau concept consistant à ne plus imprimer la documentation et les brochures du SPF Finances en grande quantité mais uniquement à la demande des personnes internes ou externes au service.

Les clients externes ne peuvent évidemment commander que des documents du SPF Finances par l'intermédiaire de Fedopress.

Le regroupement de la capacité d'impression existante au sein de l'État fédéral est essentiel. Il s'agit d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de ce qui existe déjà au niveau interne. C'est pourquoi il a été décidé lors du Conseil des ministres du 26 septembre 2009 de transformer tous les services concernés du SPF Finances en un service à gestion séparée, à savoir Fedopress, auquel tous les services publics fédéraux pourront faire appel à partir de 2012.

Depuis 2004, l'imprimerie numérique du département des Finances assure l'impression et l'envoi de documents souvent personnels et confidentiels du SPF Finances, dont les avertissements-extraits de rôle et les extraits de compte TVA. La nouvelle imprimerie centrale permettra à l'administration de gagner beaucoup en efficacité. La gestion et l'entretien des applications s'en trouvera simplifié et les documents seront uniformisés et plus facilement identifiables.

La confection d'une version électronique de chaque document est également prévue. Elle fera l'objet d'un stockage automatique dans le cadre d'un système de gestion centrale des documents. Ces documents électroniques servent à plusieurs applications. Cette centralisation permet de réaliser d'importantes économies et autorise aussi une bien plus grande flexibilité.

Il en résulte que depuis quelque temps d'autres services publics ont recours aux possibilités offertes par cette imprimerie numérique pour leurs documents. La transformation en service autonome était dès lors une solution logique. L'intégration de l'impression IT et de l'impression classique offre de nombreuses possibilités supplémentaires. Du volume total actuel de 620 millions de pages, dont 120 millions en numérique et 500 millions en offset, on passera à 300 millions de pages, dont 200 millions en numérique et 100 millions en offset.

Cette évolution répond donc parfaitement à l'objectif de réduction des coûts, sans aucune incidence négative sur le service aux citoyens. Dans le budget 2010, un montant de 18 millions d'euros est prévu dans le cadre du plan de modernisation Coperfin.

La commission d'évaluation examine actuellement les offres déposées. L'octroi de la mission sera soumis pour approbation au Conseil des ministres du 26 novembre 2010.

Les collaborateurs de Fedopress sont des agents statutaires ou contractuels et leurs conditions de travail sont dès lors celles de la fonction publique. Fedopress travaillera exclusivement pour son propre service public fédéral et n'aura aucun contact commercial à ce titre.

13.03 Karel Uyttersprot (N-VA): De nombreuses imprimeries privées impriment également des documents à caractère confidentiel sans aucun problème. Je tiens à défendre le secteur. Il serait peut-être bon que le cahier des charges stipule explicitement qu'il s'agit uniquement de documents à usage interne.

13.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le cahier des charges ne peut plus être adapté. Nous avons obtenu les offres. Une décision sera prise lors du Conseil des ministres du 26 novembre. La prochaine fois, nous nous efforcerons d'être plus explicites dans le cahier des charges.

13.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Vous n'avez pas encore répondu à la question de savoir si cette somme de 18 millions d'euros profitera réellement à notre économie.

L'incident est clos.

14 Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les recommandations du Comité de stabilité financière" (n° 474)

14.01 Guy Coëme (PS): Le Comité de stabilité financière, créé l'année dernière par le G20, s'est prononcé en faveur de grandes orientations visant à réguler les grandes banques accusées d'être à l'origine de la crise financière de 2008-2009. Un accord informel devrait conduire à des conclusions lors d'une réunion préparatoire au G20 qui a dû avoir lieu.

Comment, la Belgique exerçant la présidence de l'Union, comptez-vous répondre aux suggestions du comité? Quelles sont ces avancées importantes qui devraient permettre de mettre en place un nouvel ordre mondial? Quel est l'état d'avancement des travaux 48 heures avant que les grands de ce monde n'en décident pour nous en Asie?

14.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Le *Financial Stability Board* (FSB) est chargé, sous l'égide du G20, de développer et de coordonner les initiatives visant à réformer les marchés financiers afin d'assurer une plus grande stabilité financière et de s'assurer que ces réformes sont effectivement mises en œuvre.

La première priorité du FSB est le renforcement des normes de stabilité. Il s'appuie sur les recommandations du Comité de Bâle. Les normes dites "Bâle 3" prévoient notamment de mettre en œuvre, entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2019, des normes multipliant par plus de trois la norme actuelle minimale pour les fonds propres sous forme de capital et réserve. La Belgique, membre du Comité de Bâle a activement participé à ces travaux.

La deuxième priorité du FSB touche au traitement spécifique des établissements financiers de très grande taille. Il présentera au G20 ces recommandations fondées sur les conclusions des travaux du Comité de Bâle: la nécessité d'imposer à ces établissements systémiques des exigences en fonds propres plus importants; la nécessité de développer des outils de résolution, permettant, en cas de problème sérieux, de maintenir les activités essentielles pour l'économie de ces établissements sans perturber le fonctionnement des marchés et sans recourir à des aides publiques; la nécessité d'intensifier et de rendre effective la supervision bancaire sur ces établissements systémiques.

La Commission européenne, très active sur le sujet, doit proposer une nouvelle directive au sujet des outils de résolution et du pouvoir d'intervention précoce des superviseurs, que la Belgique, présidant Ecofin, sera

peut-être amenée à présenter à ses partenaires. Enfin, le Conseil et le Parlement européens viennent d'adopter la directive, devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2011, qui réforme la supervision bancaire, avec la création du Comité européen des risques et d'une autorité de supervision bancaire européenne. C'est un joli succès de la présidence belge et est concomitant aux décisions américaines.

La troisième priorité du FSB est de favoriser l'obligation de conclure les transactions d'instruments dérivés au travers de chambres de compensation et de créer une base de données reprenant les informations pertinentes sur les transactions réalisées. La Commission européenne a créé un groupe de travail auquel la Belgique participe activement et a fait une proposition de directive publiée le 15 septembre 2010 qui fait l'objet d'un examen par les partenaires européens sous présidence belge.

14.03 **Guy Coëme** (PS): Comme vous tous, j'espère que les décisions prises au sein du G20 seront suffisamment importantes et décisives pour mettre un frein à cette énorme spéculation et à ce gâchis financier, économique et social.

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **M. Servais Verherstraeten** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le coût des palais de justice d'Anvers et de Gand" (n° 476)
- **M. Steven Vandeput** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le coût des nouveaux palais de justice d'Anvers et de Gand" (n° 563)

15.01 **Steven Vandeput** (N-VA): Les conclusions de la Cour des comptes sur les palais de justice de Gand et d'Anvers sont particulièrement dures. Le rapport indique que les estimations initiales reposaient sur des informations incomplètes et que les hypothèses de base étaient erronées. Le coût des projets a ainsi été grossièrement sous-estimé. Pourquoi, au moment du lancement des projets par la Régie des Bâtiments en 1996, les estimations n'ont porté que sur les frais de construction et non sur les autres frais?

On suppose que l'approche de l'architecte d'Anvers a entraîné des problèmes de raccordement entre les différentes parcelles et que ce dysfonctionnement a entraîné plusieurs surcoûts. Est-ce exact? Cette approche est-elle encore appliquée ailleurs?

Quelles mesures le ministre et la Régie des Bâtiments ont-ils prises pour éviter les dépassements budgétaires colossaux à l'avenir?

15.02 **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Au moment de l'adoption du projet du palais de justice d'Anvers par le Conseil des ministres, il n'existait qu'une estimation budgétaire des frais de construction. Il n'y avait pas encore de terrain, ni de concours d'architecture, ni de programme des besoins approuvé. Nous devons tirer les leçons de ce dossier. La Régie avait disposait donc de très peu d'éléments.

L'approche *design as built* de l'architecte a eu sur les coûts une incidence directe de 11,5 millions d'euros, soit une augmentation de 7 %. La Régie optera donc le moins possible pour cette approche à l'avenir. Je ne connais aucun grand projet réalisé à l'étranger sur la base de cette méthode à l'heure actuelle.

La principale explication pour la différence entre les coûts de construction annoncés initialement et le coût final du projet doit être recherchée dans les éléments de coûts éventuellement inclus: coûts de financement, honoraires de l'architecte et modifications de portée.

La Régie est consciente du fait qu'un projet ne peut être géré efficacement que si la portée du projet est connue. Celle-ci doit dans la mesure du possible être gelée pendant l'exécution du projet. Par ailleurs, le recours à un trop grand nombre de parcelles dans un projet entraîne ce type de problèmes. Nous avons donc tiré nos conclusions dans ce dossier.

15.03 **Steven Vandeput** (N-VA): La faute a été commise au début, alors que la Régie devait procéder à une

estimation des coûts pour un projet inexistant. Il y a tout de même un responsable politique! J'espère qu'à l'avenir, la Régie des Bâtiments ne prêtera plus son concours à des projets brumeux.

L'incident est clos.

16 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonds de garantie des dépôts et les compagnies d'assurances belges" (n° 501)

16.01 Peter Logghe (VB): Au moment le plus fort de la crise financière, le gouvernement belge a décidé de développer le fonds de garantie des dépôts de manière à assurer l'épargnant belge à concurrence de 100 000 euros. Le gouvernement a décidé de faire contribuer aussi les compagnies d'assurance à ce fonds de garantie des dépôts. Cette contribution coûte 150 millions d'euros aux assureurs.

Était-ce vraiment nécessaire? Depuis les années 70, en effet, aucun assureur n'a été déclaré en faillite. Ne s'agissait-il pas de prendre une mesure budgétaire plutôt que de constituer une garantie pour les assurés? Les compagnies d'assurances effectuent en partie des placements dans des biens immobiliers et il est impensable, dès lors, qu'elles doivent un jour se tourner vers le fonds de garantie des dépôts. Pourquoi, dès lors, leur demander d'y contribuer malgré tout? Envisage-t-on de supprimer ou de réduire cette quote-part dans le futur?

16.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Durant une crise financière, le gouvernement tente de renforcer la confiance dans le système financier et d'accroître la stabilité financière. Cet objectif nécessite une politique axée sur trois domaines, à savoir le contrôle financier ainsi que la prévention et la gestion des crises. Le Fonds spécial de protection s'inscrit dans le cadre d'une gestion efficace de la crise. Les difficultés auxquelles ont dû faire face les groupes de bancassurance tels que Fortis, Dexia, KBC ou Ethias ont montré que ce secteur n'était pas à l'abri des faillites.

Le fonds est alimenté par les cotisations dues annuellement par les compagnies d'assurance, les banques et les fonds de placement. Si les actifs de ce fonds ne suffisent pas, la Caisse des Dépôts et Consignations peut avancer l'argent nécessaire. Ce dispositif permet d'assurer une réelle indemnisation des assurés dupés. Le montant avancé sera apuré par les cotisations ultérieures.

Les compagnies d'assurance peuvent s'affilier volontairement au Fonds spécial de protection jusqu'au 31 décembre 2010. Ethias est déjà affilié, montrant ainsi que le secteur n'exclut pas l'éventualité de revers.

Un groupe de travail a arrêté les critères de calcul de la cotisation lors de la création du fonds. Initialement, elle s'élevait à 0,005 % des réserves d'inventaire, comme prévu dans l'arrêté royal du 14 novembre 2003. La loi-programme du 23 décembre 2009 a modifié cette méthode de calcul et à dater du 1^{er} janvier 2011, la cotisation représentera 0,15 % des réserves d'inventaire. Le but n'est pas de réduire ou de supprimer la cotisation des entreprises d'assurances.

16.03 Peter Logghe (VB): L'exemple d'Ethias qui a été mentionné vient me conforter dans l'opinion que les entreprises d'assurances prudentes et conservatrices payeront les pots cassés pour des entreprises qui n'ont pas scrupuleusement respecté les règles.

L'incident est clos.

17 Question de M. Alain Mathot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les licenciements chez Dexia et la déduction d'intérêts notionnels" (n° 522)

17.01 Alain Mathot (PS): J'aurais préféré poser ma question au président du MR.

Voilà deux ans, une aide de 3 milliards d'euros a été libérée par les autorités belges pour sauver les banques. Pourtant Dexia a annoncé à la rentrée un nouveau plan de licenciement massif touchant à nouveau les travailleurs belges. On nous annonce dans le même temps que Dexia renoue avec le bénéfice.

En 2008, *Dexia Investment Company* a déduit 239 396 740 euros d'intérêts notionnels. Dexia licencie encore 385 personnes.

Nous avons proposé de supprimer la déduction fiscale pour le capital à risque pour la période imposable au cours de laquelle intervient une importante restructuration, ainsi que pour toutes les périodes imposables postérieures.

La mesure ne s'appliquerait pas aux entreprises en difficulté. Les sociétés qui reviendraient sur leur décision de licenciement pourraient recouvrer leurs droits.

La proposition n'a, à l'époque, pas rencontré a priori l'opposition du MR. La soutiendrez-vous? Quelle est la position de l'État par rapport à ce licenciement et à ce plan de restructuration?

17.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Je suis désolé de ne pas être la personne que vous souhaitiez interroger mais, que je sache, c'est le gouvernement qu'on interroge non les partis politiques!

Le système de déduction pour capital à risque est une réussite quant à son objectif d'attirer et de conserver les entreprises dans notre pays. Les intérêts notionnels ne peuvent empêcher que des entreprises soient obligées de se restructurer pour survivre à la crise économique et financière. Il est absolument nécessaire pour Dexia d'être à l'équilibre, si pas en bénéfice, pour être en mesure de maintenir son personnel.

Il est préférable de prendre des mesures en termes d'emploi distinctement des mesures de déduction pour capital à risque.

L'aménagement de la législation qui serait nécessaire sort du cadre de ce qu'un gouvernement en affaires courantes peut faire.

17.03 Alain Mathot (PS): Dois-je comprendre que vous ne soutenez pas une telle proposition et que vous êtes contre le fait de suspendre des aides en cas de licenciements?

17.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Nous pensons qu'il faut prendre des mesures distinctes pour viser des objectifs distincts. Il ne s'agit pas d'aides.

17.05 Alain Mathot (PS): Mais si!

17.06 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Laissez-moi terminer! Il ne s'agit pas d'aides qui sont allouées, comme les primes régionales, et qui, elles, sont spécifiquement dédiées et conditionnelles. Il s'agit ici d'un régime fiscal inconditionnel, sauf les conditions fixées dans la loi elle-même.

17.07 Alain Mathot (PS): Lorsque l'on a fait passer les intérêts notionnels, il y avait dans l'accord gouvernemental l'idée qu'il y aurait une évaluation et que cela devait amener de l'emploi. Qu'on vienne m'expliquer maintenant que l'on fait bénéficier les sociétés des intérêts notionnels alors qu'elles licencient! Vos propos relèvent d'une totale schizophrénie.

L'incident est clos.

18 Question de Mme Minneke De Ridder à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les nouveaux groupes cibles pour la vente de billets à gratter" (n° 480)

18.01 Minneke De Ridder (N-VA): Ces derniers temps, la Loterie Nationale a commercialisé quantité de billets à gratter dont le cœur de cible est constitué des jeunes, voire des très jeunes. Je songe au Win For Life Party Edition, au Milk Inc ou au tout nouveau Bling Bling. Or tous les produits de la Loterie Nationale sont interdits aux jeunes de moins de 18 ans. Toutefois, ils sont mis en vente lors d'événements où sont présents de nombreux jeunes.

Un avis a-t-il été demandé à la commission d'éthique de la Loterie Nationale concernant ces nouveaux

produits? Quel avis cette commission a-t-elle rendu? A-t-il été suffisamment tenu compte de cet avis?

À l'occasion de quels événements ces produits ont-ils déjà été vendus? L'âge des participants est-il l'objet d'un contrôle?

Que pense le ministre de la manière dont cette commission d'éthique fonctionne? Sa composition permet-elle de penser qu'elle possède en matière d'univers mental de la jeunesse la compétence requise pour évaluer ces nouveaux produits de la Loterie Nationale?

18.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La mission de la Loterie Nationale consiste à inciter les gens à jouer à ses jeux en leur proposant une offre moderne et attrayante. Ce devoir de canalisation vaut également à l'égard de la catégorie de joueurs 18-24 ans.

Les études de marché montrent que la Loterie Nationale détient, sur ce segment de marché, une part significativement moins importante que dans le segment constitué d'autres catégories d'âge. La raison en est que les joueurs sont attirés depuis qu'ils sont jeunes par d'autres opérateurs, illégaux ceux-là. Les billets à gratter évoqués par l'auteur de la question se veulent une réponse à ce phénomène. Leur concept est le même que celui des autres billets à gratter.

Le Comité de Jeu Responsable de la Loterie Nationale formule un avis sur tout nouveau type de produit de loterie. Comme il ne s'agissait pas d'une nouvelle forme de loterie, il ne devait pas être consulté. Le nouveau contrat de gestion du 30 juillet 2010 inclut des articles supplémentaires, notamment sur l'impact de nouveaux types de jeu. La conformité de la stratégie aux règles internationales est ainsi contrôlée.

Il existe une liste que je ne retrouve malheureusement pas, mais que je vous enverrai, des événements organisés durant l'été 2010 où la Loterie Nationale disposait de stands de vente. À en croire la Loterie Nationale, le briefing des vendeurs s'attarde longuement sur les aspects du jeu responsable et insiste fortement sur l'interdiction absolue de vente aux mineurs. En cas de doute, l'âge doit être contrôlé.

Lors de la négociation du contrat de gestion, j'ai insisté sur un renforcement de la protection des mineurs. L'article 10 stipule que la Loterie Nationale ne veut en aucun cas développer ou commercialiser des jeux directement destinés à des mineurs, et qu'elle veille à ce que la publicité n'associe jamais un mineur à des jeux d'argent.

Elle ne fait d'ailleurs pas de publicité spécifique à l'intention des enfants et des adolescents dans les médias. L'article 23 prévoit des obligations en matière de formation des nouveaux exploitants et l'article 24 permet de retirer le droit de vente si une infraction à la législation ou à la réglementation est commise au point de vente.

La Loterie Nationale tient aussi compte de la protection des mineurs dans sa politique de parrainage.

La grande majorité des spectateurs des festivals indiqués dans la liste sont des majeurs.

Les experts externes siégeant au Comité du Jeu Responsable sont deux psychiatres et un psychologue. L'un d'eux rend aussi des avis à la loterie nationale française.

18.03 Minneke De Ridder (N-VA): Il faut veiller, lors du développement de nouveaux produits, à ne pas flirter avec la limite d'âge. Pourquoi la commission d'éthique n'examine-t-elle pas les billets à gratter spécifiquement destinés aux jeunes?

Il est très clairement indiqué dans les points de vente de la Loterie Nationale que la vente est interdite aux mineurs de moins de 18 ans. De même, il est interdit de mettre des jeunes en scène dans les campagnes publicitaires. Pourtant, le spot publicitaire pour le billet à gratter Bling Bling montre des jeunes. Où se situe la limite?

L'incident est clos.

19 Questions jointes de

- **M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'introduction d'une taxe sur les transactions financières" (n° 523)**
- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "une taxe sur les transactions financières" (n° 614)**

19.01 Olivier Henry (PS): La récente crise bancaire et financière a toujours des répercussions dramatiques. Une des solutions à envisager serait une taxe des transactions financières, notamment pour modérer le développement incontrôlé des marchés financiers spéculatifs.

Nous avons pu lire dans la presse que votre groupe soutenait de cette taxe. Et le ministre des Finances a rappelé avoir entamé des démarches pour convaincre les partenaires européens de mettre en place un tel impôt. Il a également déclaré avoir mis la question à l'ordre du jour de l'Écofin, du FMI et de la Banque mondiale. Le ministre a, enfin, annoncé avoir initié un groupe de travail pour avancer sur les aspects techniques.

Confirmez-vous ces informations? Existe-t-il un groupe de travail sur une telle taxe? Quels experts le composent? Quelles avancées pouvez-vous me communiquer?

Où en est le ministre dans les démarches auprès des partenaires européens? Il faut un système efficace et juste qui n'entraînerait pas de fuite de capitaux. Quel modèle le ministre des Finances défend-il si vigoureusement?

Les eurodéputés de votre groupe au Parlement européen ont voté contre un amendement qui visait à ouvrir la voie à une taxe sur les transactions financières. Pourquoi ont-ils rejeté le principe d'une telle taxe? Est-il exact que Mme Ries soit favorable à une taxe sur les transactions financières au niveau mondial, alors que vous êtes favorable à un tel impôt au niveau de la zone euro?

19.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): La discussion au sujet de la taxe sur les transactions financières n'est pas neuve. Vous connaissez la position officielle de la Belgique dans ce domaine.

L'objectif d'une telle taxe est parfois un peu ambivalent: s'agit-il de corriger le comportement du secteur financier ou de récolter des ressources financières? En fonction de l'objectif, la manière de construire la taxe peut prendre des voies différentes.

Une divergence subsiste sur l'affectation vers un fonds de stabilité ou de résolution des crises ou encore vers le budget de chaque État. Cela fait l'objet de débats aux réunions Écofin.

L'inscription de ce point lors des trois derniers Écofin au nom de la présidence belge et les prises de positions du ministre des Finances au Comité de développement de la Banque mondiale, au FMI et lors de la dernière réunion de septembre sont révélateurs de sa volonté dans ce dossier.

Dans le cadre d'Écofin, les aspects suivants ont été abordés: est-ce qu'une taxe sur les transactions financières est praticable et comment? À quel niveau faut-il l'introduire (national, européen, mondial)? Quels sont les risques de détournement, de fuite de capitaux et de disparition de la base taxable? Quels sont les choix possibles pour la base imposable? Plusieurs groupes de travail planchent sur ces questions.

Il est indispensable que les travaux de l'EFC (*European Financial Committee*) et de la Commission s'assurent de la plus grande clarté dans cette discussion pour éviter les effets pervers sur le secteur financier européen et protéger le consommateur. L'absence de consensus au niveau des paramètres, la base de taxation, le taux, le champ d'application soulèvent une série de problèmes comme le risque de double imposition en fonction de champs d'application géographiques, de distorsion de concurrence, de délocalisation d'activités. Il convient aussi de replacer ces mesures dans le contexte de la nouvelle architecture financière et des nouvelles normes de Bâle 3.

La Commission a proposé de se pencher sur ces questions techniques dans le cadre des travaux de politique fiscale. Un groupe à haut niveau du Conseil va examiner les options et poursuivre le débat.

Au sujet du vote de Mme Ries et de M. Michel au Parlement européen, je crains qu'il n'y ait confusion. Une majorité d'eurodéputés (dont ceux du groupe libéral) ont approuvé, le 20 octobre, une résolution réclamant une taxe sur les transactions financières. Nos représentants avaient déjà voté en ce sens en novembre 2009 (résolution relative à la Conférence de Copenhague) et mars 2010 (résolution visant l'impact de la crise financière sur l'aide au développement).

En revanche, Mme Ries et M. Michel se sont opposés à un amendement socialiste visant à créer une ligne de ressources propres alimentées uniquement par une taxe sur les transactions financières. Nous jugeons prématuré d'affecter une telle taxe aux ressources propres de l'UE, sachant que le débat sur le financement direct de l'Union européenne vient de démarrer.

Mme Ries et moi partageons la même approche: nous jugeons préférable qu'une telle taxation soit instaurée à l'échelle mondiale, pour éviter les effets pervers du mécanisme. En l'absence d'accord, nous sommes favorables à l'instauration de la taxe au niveau européen. Cette position est reprise par les eurodéputés MR et socialistes dans le paragraphe 73 du rapport de Pervenche Berès, rapporteur de la commission spéciale du Parlement européen sur la crise financière.

19.03 **Olivier Henry** (PS): Mme Ries et M. Michel s'étaient opposés à un amendement prônant l'inscription des recettes dans une ligne budgétaire. D'aucuns s'expriment en faveur de cette proposition mais dès qu'il faut l'inscrire au budget, on ne le fait pas.

Le Parlement s'est prononcé pour une taxe sur les transactions financières. La proposition était définie pour la zone euro. Sans attendre de savoir s'il faut l'étendre au niveau mondial, essayons déjà de gagner cet accord!

L'incident est clos.

20 **Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement de la procédure retenue pour la mise en œuvre du plan de construction des nouvelles prisons" (n° 649)**

Président: Olivier Henry.

20.01 **Christian Brotcorne** (cdH): Le Masterplan 2008-2012 pour une infrastructure carcérale plus humaine prévoit notamment la construction de plusieurs nouvelles prisons. La procédure retenue pour mener à bien les projets de construction suppose l'intervention de la Régie des Bâtiments et de promoteurs privés.

Le ministre de la Justice m'a confirmé que les affaires courantes n'avaient pas d'incidence sur la procédure. Je voudrais connaître l'état d'avancement de cette procédure dans les détails.

Quelle est la situation actuelle? Quelle sera la durée des études à programmer? Combien de temps prendra la construction?

20.02 **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en français*): Quatre sites ont été choisis: Beveren, Termonde, Leuze-en-Hainaut et Marche-en-Famenne.

Le 12 mars 2010, le Conseil des ministres a marqué son accord pour la poursuite du programme selon la formule DBFM (*Design, Build, Finance and Maintain*). Les opérations déjà réalisées sont, entre juin 2008 et

mai 2009, la recherche de terrains; en mai 2009, l'appel à candidatures; en décembre 2009, la sélection de cinq candidats par site et le lancement de l'appel d'offres; en mai 2010, la réception des offres; en septembre 2010, la fin des jurys et de la sélection des candidats. La phase de négociation avec les différents candidats est en cours, en vue de la désignation du candidat préférentiel avec lequel sera organisée une BAFO (*Best and Final Offer*).

En février 2011, on espère recevoir des offres adaptées. En mars 2011, le candidat préférentiel sera désigné, et la phase BAFO débutera. En mai suivant, les permis d'urbanisme seront introduits. En juin, seront conclus les contrats DBFM avec les candidats sélectionnés. En octobre, les travaux commenceront à être exécutés. Nous espérons que la mise à disposition des prisons sera possible pour juillet 2013. Bien sûr, ce calendrier est soumis à des incertitudes.

Jusqu'à présent, le planning est respecté dans ses grandes lignes. C'est assez exceptionnel vu la situation actuelle. Ce dossier est prioritaire.

20.03 Christian Brotcorne (cdH): Est-ce la Régie qui choisit? À moins que ce ne soit un jury?

20.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Il y a un jury.

Je ne connais pas les éléments par cœur. La Régie des Bâtiments est l'opérateur foncier de l'État qui mène cette opération en pleine collaboration.

20.05 Christian Brotcorne (cdH): Ces offres sont-elles accessibles au public ou bien ceci reste-t-il relativement confidentiel?

20.06 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Monsieur Brotcorne, j'ai peur de vous répondre et de mettre le contrat en péril.

L'incident est clos.

21 Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le changement de nom de la CBFA" (n° 859)

21.01 Guy Coëme (PS): Après avoir changé partiellement de compétences, la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA) change de nom. Le nouveau nom annoncé, la FSMA (*Financial Services and Markets Authority*) nous fait furieusement penser à l'ESMA (*European Securities and Markets Authority*).

Ce nouveau sigle évoque des compétences par rapport aux services et marchés financiers, mais laisse complètement de côté les nouvelles compétences en matière de protection du consommateur.

Pourriez-vous m'expliquer les raisons de ce changement de nom?

Pourquoi ne pas avoir fait apparaître l'axe essentiel de la politique du gouvernement et ne se référer qu'aux services et aux marchés?

21.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): L'introduction du modèle *Twin Peaks* en Belgique suppose que soient distinguées les règles de nature prudentielle des règles dites "de conduite" des opérateurs, des acteurs. Ce sont ces dernières qui visent à assurer le traitement honnête, équitable et professionnel de leurs clients par les entreprises financières. C'est à travers sa mission de contrôle du respect des règles de conduite que la nouvelle CBFA contribuera à la protection du consommateur de produits et services financiers.

Le changement de nom de la CBFA était prévu par la loi du 2 juillet 2010 et la proposition FSMA est reprise

dans le rapport du Comité de préparation de la nouvelle architecture de contrôle, coprésidé par le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique et par le président de la CBFA. Ce comité a adopté le rapport à l'unanimité.

Compte tenu de la nécessité de mieux profiler la Banque Nationale et la CBFA dans la nouvelle architecture et de confier à chacun les rôles spécifiques qu'ils ont à tenir dans le modèle *Twin Peaks*, le Comité a proposé de modifier la dénomination en faisant désormais le choix de FSMA ("Autorité des Services et Marchés Financiers", "Autoriteit Financiële Diensten en Markten", "Autorität Finanzielle Dienste und Märkte", "Financial Services and Markets Authority").

Cette dénomination ainsi que l'abréviation y afférente (FSMA) présentent, selon le rapport du Comité, le grand avantage de correspondre à celles que portent, au sein de l'Espace économique européen, de nombreuses autorités de contrôle nationales disposant de compétences similaires et font partie du Comité européen des régulateurs des marchés (CESR) et, à l'avenir, de la future Agence européenne en charge du contrôle des marchés et des services financiers (ESMA). La correspondance avec ESMA est donc voulue.

L'article 6a du règlement européen concernant ESMA attribue à cette institution des compétences en matière de protection des consommateurs en prévoyant qu'elle peut, dans certaines circonstances, interdire des produits qui seraient toxiques pour le consommateur.

La dénomination ESMA s'inspire également de celle des autorités de contrôle des règles de conduite d'autres pays européens connaissant une architecture de contrôle bipolaire comme la nôtre, tout en ajoutant la notion essentielle de "services financiers".

La protection des consommateurs s'exprime par la surveillance qui sera exercée sur les services financiers. Cette dimension essentielle qui est réellement axée sur la protection du consommateur est donc pleinement reflétée dans la dénomination de la nouvelle autorité.

21.03 **Guy Coëme** (PS): Il faut avoir de bons yeux pour voir la protection du consommateur dans une dénomination manifestement plus technocratique que destinée à la compréhension par les consommateurs, les citoyens. Le choix de ce nom ne reflète ni l'émotion ni la réaction des gens lorsque la crise a éclaté.

L'incident est clos.

22 **Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance automobile" (n° 720)**

22.01 **Karine Lalieux** (PS): Le 24 février dernier, le ministre des Finances nous a fait part du fait que votre cabinet avait demandé une étude sur l'évolution du prix des assurances auto et qu'il était opportun d'en attendre les conclusions avant d'agir.

Cette étude est-elle terminée? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Peut-on nous la transmettre?

22.02 **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en français*): L'enquête concernant les primes en assurance RC auto pour les jeunes vient d'être terminée. Je dispose ici d'un exemplaire en néerlandais. Je n'ai pas d'objection à ce qu'il soit diffusé.

Je relève de l'étude qu'après une diminution significative entre 2003 et 2006, les primes des jeunes conducteurs se situent actuellement entre 2 et 10 % au-dessus du niveau de 2003. Par rapport à 2006, l'augmentation se situe entre 7 et 12 % en fonction du profil du candidat assuré. L'augmentation suit donc plus ou moins l'inflation.

Bien que les primes d'assurances soient moins homogènes qu'en 2006, le montant maximum des primes pour les plus hauts profils à risques a diminué de moitié par rapport à 2003.

Les primes, quoique beaucoup plus homogènes qu'en 2003, sont segmentées selon la profession, le statut familial, le lieu d'habitation et d'autres caractéristiques du conducteur.

Pour les jeunes, être repris comme conducteur principal dans la police de leurs parents est souvent le plus avantageux.

Par ailleurs, le contrat 29/29, qui limite le surcoût moyennant l'engagement à certaines conditions, se situe entre 9 % moins cher et 4 % plus cher qu'une police classique en nom propre. Certains assureurs appliquent des conditions moins strictes que le contrat 29/29 tout en restant sous le pourcentage maximum d'augmentation de 29 % prévu pour les contrats 29/29.

Par ailleurs, les grandes compagnies d'assurances ne sont pas systématiquement plus chères que les plus petites pour les jeunes conducteurs.

Les prix proposés par le bureau de tarification Auto pour les conducteurs débutant avec une voiture légère sont compétitifs par rapport à ceux des sociétés commerciales. Pour les conducteurs plus âgés et avec un véhicule plus puissant, le marché proposera par contre de meilleurs prix.

22.03 Karine Lalieux (PS): Il y a de plus en plus de segmentation.

Par ailleurs, on parle d'un "jeune à risque". Qu'est-ce que cela veut dire? Le seul moyen pour un jeune d'avoir une prime un peu moins élevée, c'est de contracter l'assurance au nom de ses parents.

Selon moi, il faudra traiter très vite la question en commission Économie, à la lumière de cette étude. J'espère que le ministre sera ouvert aux nombreuses propositions qui se trouvent sur la table.

Le **président**: Qu'en est-il de cette étude?

22.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Nous la faisons traduire.

L'incident est clos.

23 Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les engagements de l'horeca à la suite de la diminution de la TVA" (n° 516)

23.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Il apparaît que l'emploi dans l'horeca n'a pas progressé alors que le secteur s'était engagé à créer 6 000 emplois, dont 2 000 en 2010, lorsqu'en octobre 2009, la TVA est passée de 21 à 12 %. Les représentants du secteur expliquent qu'ils ont subi la crise et qu'ils ont préservé l'emploi plutôt que d'en créer.

Parallèlement, l'Inspection du travail a constaté une infraction dans 75 % des contrôles cette année. Les représentants du secteur expliquent cela par une accentuation et une amélioration des contrôles. Par ailleurs, les prix étaient censés diminuer mais ils ont augmenté dans les cafés.

Comment évalue-t-on l'impact de la réduction de la TVA par rapport aux engagements du secteur? N'eut-il pas été plus intéressant de prendre des mesures comme des forfaits de cotisations sociales ou d'impôts?

23.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Le gouvernement a l'intention, en concertation avec le secteur, de suivre le parcours déterminé en prenant en compte toutes les situations et en accordant la priorité à la suppression du travail au noir dans le secteur. Il faut aussi mesurer l'impact en termes de création d'emplois.

Toute mesure réclame du temps avant d'en voir les effets. Sur base des déclarations TVA, le chiffre

d'affaires du premier semestre 2010 est supérieur de 4,48 % à celui de 2009. Les dernières données du Bureau fédéral du Plan indiquent que la consommation globale devrait augmenter de 3,82 % cette année. Le secteur horeca, qui connaît généralement des difficultés en période de crise, laisse donc entrevoir une hausse supérieure à la croissance moyenne de la consommation. C'est positif.

J'ai des chiffres pour l'ensemble du secteur (hôtels et restaurants, débits de boissons). Dans le seul secteur restaurant, l'augmentation est de 5,51 %. Les premiers résultats de la baisse du taux sont donc encourageants.

Pour la problématique de l'emploi, c'est la ministre de l'Emploi qui est compétente.

L'installation de caisses enregistreuses a été imposée dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale. L'arrêté royal publié au *Moniteur belge* du 31 décembre 2009 reprend les spécifications auxquelles ce système doit répondre. On a prévu une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2012 pour permettre à tous les établissements horeca de s'équiper de cette caisse. Nous aurons un bilan plus complet début 2013.

Le dernier aspect est la politique des prix. Il est un peu tôt pour voir un réel impact, d'autant que celui-ci n'est pas toujours clairement visible, car on a souvent des agglomérats de prix. La baisse du taux de TVA pourrait ralentir la hausse des prix, sans qu'on puisse mesurer cette hausse des prix en l'absence de réduction du taux de TVA.

On a le sentiment qu'on serait en mesure d'avoir quelques indications sur cette question.

23.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Il est étonnant que le chiffre d'affaires soit supérieur de 5 % à celui du premier semestre 2009 alors que le nombre de faillites dans le secteur a fortement augmenté.

Fin 2010, on aurait pu s'attendre à une augmentation du nombre d'emplois et à un effet en matière de lutte contre le travail au noir. Apparemment, le suivi des mesures sera moins précis que ce que j'imaginai.

23.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): De mémoire, le protocole prévoit une évaluation "préalable" à la phase suivante. Le gouvernement n'est pas en mesure de réaliser quelque phase que ce soit: ni date précise ni méthodologie arrêtée n'est inscrite dans le protocole.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 38.

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de nieuwe btw-regeling bij de aankoop van grond met nieuwbouw" (nr. 184)
- mevrouw Gwendolyn Rutten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het nieuwe btw-stelsel dat van toepassing is op het 'bijhorend terrein' " (nr. 491)

01.01 Hagen Goyvaerts (VB): Over de nieuwe btw-regeling voor een sleutel-op-de-deurwoning met bijbehorende grond is er de laatste weken nogal wat te doen geweest, vooral in het Vlaams Parlement. De nieuwe regeling gaat in op 1 januari 2011. Welke stappen zijn ondernomen?

Het was de bedoeling de Gewesten te compenseren voor het inkomstenverlies uit registratierechten. Het Overlegcomité boog er zich drie keer over. Uit een van de verslagen blijkt dat men rekening wil houden met het sociaal beleid dat men in Vlaanderen reeds voert en men een kostenverhoging voor de burgers wil vermijden.

In Vlaanderen dacht men aan een soort compensatieregeling. Zijn er concrete afspraken gemaakt? In de pers lezen wij dat de bouwsector het moeilijk heeft met de onduidelijkheid. Het zou de bedoeling zijn dat men

op hetzelfde moment moet kopen bij dezelfde firma, maar over de interpretatie daarvan zou onduidelijkheid bestaan. Wat wordt er precies bedoeld? Ik verwijs naar de antimisbruikbepalingen in geval van gesplitste ondernemingen, een onderneming die de grond verkoopt en een die het gebouw verkoopt, maar die tot dezelfde groep behoren.

De administratie zou een circulaire voorbereiden.

01.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (*Nederlands*): Het laatste overleg met de Gewesten over de nieuwe btw-regeling dateert van 3 maart 2010.

De Vlaamse minister-president heeft gevraagd de compensaties te integreren in het globale debat over de financiering van Gemeenschappen en Gewesten. Dat debat moet nog komen.

Om de dubbele heffing van btw en registratierechten met betrekking tot het bijhorend terrein te vermijden, aanvaardt de administratie dat de verkoopsovereenkomsten gesloten voor 1 januari 2011 onder de regeling vallen van toepassing op het tijdstip van het sluiten van de overeenkomst. De contracterende partijen dienen het bewijs van de datum van die overeenkomst te leveren. Dat kan in principe alleen een akte zijn waarvan de datum kan worden bewezen, maar de administratie neemt aan dat het bewijs ook kan blijken uit andere gegevens, zoals de betaling per bank- of postoverschrijving, de mededeling van de akte aan een openbaar bestuur of een leningaanvraag.

Op alle andere precieze vragen zal de administratie een toelichting formuleren.

01.03 **Hagen Goyvaerts** (VB): Ik neem aan dat de circulaire tijdig zal worden verspreid.

De maatregel zal geld kosten aan de Gewesten. Voor Vlaanderen gaat het ongeveer om 42 miljoen euro. We moeten echter het debat over de financiering afwachten en daarover hebben we geen informatie.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het strengere beleid voor banken in Zwitserland" (nr. 185)**

02.01 **Peter Logghe** (VB): De wereld herstelt zich van de economische en financiële crisis, al verloopt het herstel van de banken blijkbaar minder vlot. Volgens het IMF vormt dat, in combinatie met de hoge overheidsschulden – een probleem dat zeker speelt in België – een dubbele bedreiging voor de stabiliteit van het financiële systeem. Volgens het IMF moeten de banken hun kapitaal versterken. Zwitserland heeft daarom zijn grootbanken onmiddellijk verplicht om hun kapitaal op te trekken tot 19 procent van de risicogewogen activa, wat een pak hoger ligt dan de 11 procent opgelegd door Basel III.

Aan welke kapitaalratio moeten de banken zich in België houden? Waarom zou België, met toch een veel hogere staatsschuld dan Zwitserland, ook geen kapitaalratio van 19 procent toepassen? Hoe staat het met het overleg tussen de banken en de regering op dat vlak?

02.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De Belgische banken zijn momenteel onderworpen aan een kapitaalratio van 8 procent. Die norm werd afgesproken door het Basel Comité en geldt als internationaal aanvaarde standaard voor de banksector. De toezichthouder mag geen cijfers kenbaar maken over individuele instellingen.

De financiële instellingen zelf zijn wel verplicht om gedetailleerde informatie te geven over hun solvabiliteitspositie en ik verwijs de heer Logghe dan ook naar die informatie.

Voor de toekomstige kapitaalvereisten voor financiële instellingen worden internationaal afspraken gemaakt. Zo heeft het beleidsorgaan van het Basel Comité in zijn persbericht van 12 september 2010 de krachtlijnen kenbaar gemaakt van de strengere kapitaal- en liquiditeitsvereisten waaraan de banken zullen worden onderworpen. De afspraken bepalen dat de banken moeten beschikken over kapitaal en reserves ten belope van 7 procent en een Tier 1 kapitaalratio moeten halen van 8,5 procent en een totale kapitaalratio van

10,5 procent. De ratio's moeten bereikt zijn tegen 2019. Dat globale internationaal afgesproken hervormingspakket, onder de noemer Basel III, zal vervolgens via een Europese richtlijn in de EER worden ingevoerd en van toepassing zijn op alle banken en beleggingsondernemingen.

De regering steunt dit hervormingspakket volledig en verbindt zich ertoe de internationale afspraken strikt na te leven en te implementeren. Daarom zullen we in afwachting van de goedkeuring van het nieuwe hervormingsproject ook geen afwijkende bepalingen invoeren in onze nationale wetgeving. Wij dringen aan op een coherente toepassing van het hervormingspakket wereldwijd om op die manier een gelijk speelveld voor alle banken te realiseren. Niet alle landen hebben de Basel II-afspraken rigoureus geïmplementeerd, hetgeen niet goed is voor de geloofwaardigheid en stabiliteit van het bancaire systeem.

Deze problematiek wordt regelmatig met de sector besproken.

Het Basel Comité heeft in december 2009 een consultatieronde georganiseerd over zijn voorstellen. Daar is massaal op gereageerd. Febelfin benadrukte de noodzaak van een gelijk speelveld op internationaal vlak, een gedetailleerde impactstudie om de economische gevolgen in te schatten, een overgangsperiode en een proportionele aanpak van de verschillende instellingen overeenkomstig hun risicoprofiel. Het Basel Comité heeft daarmee rekening gehouden en heeft de macro-economische impact van zijn voorstellen berekend, waaruit bleek dat de impact op de economische groei beperkt is en dat de voorstellen de stabiliteit en de duurzame economische ontwikkeling ten goede komen.

02.03 Peter Logghe (VB): Het is noodzakelijk dat er internationaal strengere eisen komen. Het blijft wachten op de bekrachtiging in november 2010.

Ik ben wel een beetje ongerust als ik hoor dat het systeem pas tegen 2019 ontplooid zal worden. Hoeveel financiële crisissen zullen we tegen dan al niet hebben meegemaakt?

De staatssecretaris merkt op dat we onze concurrentiepositie ten opzichte van de buurlanden niet mogen verzwakken. Zwitserland heeft ook veel buurlanden en legt toch een regel op van 19 procent. Hoe hoger de verhouding van eigen kapitaal ten opzichte van de activa, hoe sterker de bank en hoe meer vertrouwen de klanten erin zullen hebben. De argumentatie kan dus ook omgedraaid worden.

02.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): Er is een groot verschil tussen Zwitserse banken en onze banken. In ons land zijn er ook veel internationale banken. Wij moeten het systeem dus progressief implementeren in samenwerking met onze buurlanden en alle andere Europese landen.

02.05 Peter Logghe (VB): Wij hebben onze eigen banken in het verleden misschien niet genoeg beschermd, maar dat is een ander debat.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de neverending story van de kolenwasserij te Péronnes-lez-Binche" (nr. 212)

03.01 Colette Burgeon (PS): In februari 2003 beslist de federale regering zijn steun te verlenen aan de herbestemming van de vroegere kolenwasserij van Péronnes-lez-Binche. Er zou een depot van het Rijksarchief en later van het Instituut voor Natuurwetenschappen worden ondergebracht. In mei 2006 laat de Regie der Gebouwen echter weten dat het Rijksarchief zich niet meer in Péronnes wil vestigen, maar dat de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten en het Jubelparkmuseum blijk hebben gegeven van belangstelling.

De Inspectie van Financiën brengt een negatief advies uit. De werken worden geblokkeerd en het project komt in gevaar. De federale Staat kan zijn belofte tot aankoop van de site niet nakomen en de investeringen kunnen niet doorgaan.

In december 2008 antwoordt de minister van Financiën mij dat de Regie der Gebouwen niet zal meewerken aan een renovatie omdat er geen echt project voorhanden is. Maar de contacten tussen de Regie der Gebouwen, de projectontwikkelaar en de diensten van het departement Wetenschapsbeleid worden niet

verbroken.

Begin 2009 tekent minister Laruelle bij de staatssecretaris voor Begroting beroep aan, dat eind mei 2009 wordt aanvaard. Eind 2009 wordt een protocolakkoord gesloten met de promotor. In december 2009 bevestigt mevrouw Laruelle dat vier wetenschappelijke instellingen (de Koninklijke Bibliotheek, het Koninklijk Instituut voor Natuurwetenschappen, de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België) gebruik moeten kunnen maken van opslagruimte in Péronnes-lez-Binche zodra de werken achter de rug zijn.

Hoever staat de renovatie van het gebouw? Heeft de Regie een erfpachtovereenkomst gesloten met de eigenaars? Heeft de promotor een Europese offerteaanvraag uitgeschreven? Wanneer worden de werken hervat?

03.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): In naam van de Regie der Gebouwen en de minister bevestig ik dat het project nog altijd in de pijplijn zit.

Het protocolakkoord tussen de Regie der Gebouwen en de promotor (NV Triage-Lavoir du Centre) werd bekrachtigd door de inspecteur van Financiën van de Regie der Gebouwen en de staatssecretaris voor Begroting en goedgekeurd door de ministerraad van 25 maart 2010. De promotieopdracht omvat de studies, de renovatie, de bouw en de financiering van het project. De studies zijn nu klaar en de promotor schrijft opnieuw de offerteaanvragen voor de werken uit.

De promotieovereenkomst met de Regie, waarin het protocolakkoord zijn beslag zal krijgen, zou tegen het einde van het jaar ondertekend moeten worden. Het voorlopige tijdspad ziet er als volgt uit: aanvang van de werken in de lente van 2011, 18 maanden voor de eigenlijke werken en de vermoedelijke oplevering van het gebouw tegen eind 2012, begin 2013.

Zodra het gebouw ter beschikking wordt gesteld, zal de NV Triage-Lavoir du Centre de eigendom van de bouwwerken aan de Staat overdragen en betaalt de Regie de in het protocol en de overeenkomst vastgelegde annuïteiten.

03.03 **Colette Burgeon** (PS): Ik volg het dossier op de voet. Dank u voor het geleverde werk.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 214 van mevrouw Van der Auwera wordt ingetrokken.

04 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het conflict tussen de BBI en de rulingdienst bij de aanpak van misbruik bij de notionele intrestaftrek" (nr. 231)**

04.01 **Hagen Goyvaerts** (VB): De Bijzondere Belastinginspectie en de rulingdienst hebben een conflict over de notionele intrestaftrek van een bepaald bedrijf. Het bedrijf ging ervan uit dat het een overeenkomst had met de rulingdienst en dat de mogelijke contestaties op fiscaal vlak van de baan waren.

Nu blijkt echter dat de BBI alsnog een controle bij het bedrijf heeft uitgevoerd en bedenkingen heeft bij de interpretatie van de voorwaarden door de rulingdienst. Een dergelijk conflict tussen twee overheidsorganen zorgt uiteraard voor consternatie in het bedrijfsleven. Bedrijven hebben nu weer redenen om aan de rechtszekerheid, die al zo gecontesteerd was, te twijfelen.

Is er een initiatief genomen om over de notionele intrestaftrek tot duidelijkere afspraken tussen de BBI en de rulingcommissie te komen? Zo ja, kan de minister de afspraken toelichten?

Hoe zal de minister de mogelijke twijfel wegnemen die bij de ondernemingen is ontstaan over de rechtszekerheid van de notionele intrestaftrek enerzijds en over de betrouwbaarheid van de rulingdienst anderzijds? Zal hij erover communiceren?

Een ander probleem is dat de benoeming van de Nederlandstaligen in de rulingcommissie voor problemen zorgt. Omdat de herbenoemingen niet gebeuren, verliezen we investeringen. Ik weet niet of dit in lopende zaken kan worden geregeld. Waar wringt precies het schoentje?

04.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De vragen verwijzen duidelijk naar een persartikel over het feit dat bij één onderzoek naar misbruiken bij notionele intresten door de BBI een procedure werd ingesteld tegen een vennootschap. In hetzelfde artikel stond dat de ingestelde procedure nergens toe heeft geleid. Het gaat dus om een non-event. Als het al nodig zou zijn de bedrijfswereld gerust te stellen, dan is het voldoende om aan de volgende basisprincipes te herinneren.

Overeenkomstig artikel 23 van de wet van 24 december 2002, kan een voorafgaande beslissing worden tegengeworpen aan de diensten van de FOD Financiën, behalve in de gevallen van de limitatieve opsomming in deze wet.

Binnen de context van de wet kunnen de diensten nagaan of de voorwaarden voor de voorafgaande beslissing zijn vervuld en of de handelingen op de beschreven manier zijn verricht.

Om uiteindelijk te garanderen dat alle onderdelen van de fiscale administratie de voorafgaande beslissingen naleven, is de dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken (DVB) organisch gestructureerd als een autonome dienst op hoog niveau in de structuur van de FOD Financiën en met een volledige beslissingsbevoegdheid. Het is echter noodzakelijk dat de betrokken diensten gecoördineerd werken. Daarom werd een memorandum van overeenstemming afgesloten tussen de DVB en de diensten voor belastingbeheer.

Met betrekking tot de relaties tussen de taxatiediensten en de DVB bij een fiscale controle, bepaalt punt 22 van dit protocol: "Wanneer de operationele dienst die voor de controle van aanvrager bevoegd is, oordeelt dat hij de voorafgaande beslissing niet kan uitvoeren om een van de redenen die werden opgesomd in de wet van 24 december 2002, zal het dossier, samen met een gedetailleerd verslag, worden voorgelegd aan de centrale diensten, die overleg zullen plegen met de DVB voordat de beslissing ter discussie wordt gesteld ten aanzien van de belastingplichtige". Wij zullen de verschillende taxatiediensten nogmaals aan die bepaling herinneren.

04.03 **Hagen Goyvaerts** (VB): Ondanks het feit dat dit een uniek incident is dat tot op heden zonder gevolg is gebleven, blijft het belangrijk dat er klare afspraken worden gemaakt tussen de BBI en de uitvoerende diensten en de rulingdienst.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het toezicht op de bankkosten voor een woonkrediet" (nr. 250)**

05.01 **Philippe Blanchart** (PS): Naar aanleiding van de overname van de dossiers over de woonkredieten rijst de vraag inzake het gebrek aan transparantie van de banktarieven. De vergelijking met de concurrentie wordt bemoeilijkt door overinformatie, de pakketten met diensten waarvan het nut onduidelijk is, worden almaar talrijker en de inflatie is vooral voelbaar op het niveau van de debetrente. De betalingsproblemen zijn met 28 procent toegenomen, terwijl het aantal persoonlijke adviseurs in vijf jaar met bijna 10 procent is gedaald. Kostenverlagingen worden niet doorberekend.

Bent u van oordeel dat er misbruiken zijn?

Zou men niet moeten eisen dat er meer duidelijkheid wordt verschaft over de aangerekende kosten?

Werden er maatregelen genomen, teneinde deze bankproducten te controleren?

05.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Het woonkrediet wordt geregeld bij de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet.

In artikel 11 van deze wet wordt bepaald dat alleen kosten voor de samenstelling van het dossier en kosten

voor de schatting ten laste van de kredietaanvrager of de kredietnemer gelegd mogen worden. De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen heeft nogmaals het wettelijk kader geschetst in twee rondzendbrieven aan de betrokken actoren.

Er werd aan herinnerd dat de aangerekende kosten vermeld moeten worden op het tariefblad dat aan de kandidaat-lener wordt overhandigd wanneer deze een lening aanvraagt.

Wat de tarieven betreft, moeten de documenten van de hypotheekondernemingen krachtens artikel 43 van diezelfde wet worden onderworpen aan een voorafgaande controle door de CBFA. Die ziet erop toe dat de tarieven zo leesbaar mogelijk zijn. De documenten worden dus aan de CBFA voorgelegd.

Voor het gezamenlijk aanbod en de tarieven van de betalingsdiensten is de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen, de heer Van Quickenborne, bevoegd.

05.03 Philippe Blanchart (PS): De consument krijgt het moeilijk om producten te vergelijken door de vele documenten die hem in allerlei vormen worden aangeboden.

Kunnen al die documenten niet worden geharmoniseerd?

05.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Voor de kosten en de tarieven bestaat er een wettelijk kader, dat ik heb toegelicht. Als men een en ander al te zeer wil gaan vereenvoudigen, zal men misschien het vermogen van de sector om aan de verschillende types klanten op maat gemaakte producten aan te bieden, aantasten.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de regels van toezicht voor hedge funds" (nr. 321)

06.01 Peter Logghe (VB): Heeft Frankrijk op een of andere manier het veto tegen onbetrouwbare fondsen en managers kunnen behouden? Werd het Europese paspoort na een overgangsperiode van vijf jaar als automatisme ingevoerd, zodat het niet langer onderworpen is aan de nationale vergunning om aan private placement te doen? Hoe zit het met het vetorecht van de nationale lidstaten? Hebben zij nog middelen om te reageren?

De rest van de vragen is achterhaald door de uitleg van minister Reynders.

06.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): Daarover werd een akkoord bereikt in de Ecofin-raad.

Het Europese paspoort is een van de elementen uit de richtlijn. Het is de bedoeling dat de niet-Europese fondsen vanaf begin 2015 een zogenaamd Europees paspoort krijgen. Dat paspoort is echter allesbehalve een vrijbrief voor onbetrouwbare fondsen. Het zal aan dezelfde rechten en verplichtingen onderworpen zijn. Dezelfde en nog strengere regels gelden voor het paspoort dat vanaf 2013 zal bestaan voor de commercialisering van Europese fondsen. Indien aan alle strenge vereisten voldaan is, zullen zowel de Europese als niet-Europese fondsen over de hele EU gecommmercialiseerd kunnen worden.

Omdat zulke paspoorten een nieuw gegeven zijn in het Europese rechtstelsel, is er in het uiteindelijke compromis tussen de 27 lidstaten overeengekomen ze slechts gefaseerd en onder voorwaarden in te voeren, met een belangrijke rol voor de Europese toezichthouder ESMA. Voorlopig zullen de lidstaten met een private-placementregime dat kunnen behouden.

Hoewel die nationale regimes onderworpen zullen zijn aan enkele bijkomende voorwaarden, zijn de voorwaarden van het private-placementregime helemaal niet strenger dan de voorwaarden verbonden aan het nieuwe paspoort.

Het is de bedoeling dat de nationale private-placementregimes na een overgangsperiode van drie jaar zullen verdwijnen, vanaf begin 2028. Vanaf dan zullen de geviseerde fondsen nog uitsluitend volgens het

gedereguleerde en gesuperviseerde Europese paspoort mogen en kunnen gecommmercialiseerd worden.

06.03 Peter Logghe (VB): De bedoeling van het Europese paspoort zal ongetwijfeld zeer nobel zijn. Ik merk enkel op dat enkele lidstaten het nieuwe Europese paspoort als alarmerend aanvoelen, zozeer dat zij aangedrongen hebben op de gefaseerde invoering ervan.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de mogelijke verhuis van het kadaster van Roeselare naar Tielt" (nr. 322)

07.01 Peter Logghe (VB): Het kadaster vervult een belangrijke taak in de maatschappij, niet alleen op het vlak van beheer en invulling van de eigendommen maar ook op fiscaal-technisch en fiscaal vlak. Daarom is het nieuws dat het kadaster in Roeselare zou verdwijnen verontrustend.

Zal het kadaster in Roeselare zijn deuren sluiten en onderdak vinden in Tielt? Op welke criteria is deze verhuizing gebaseerd? Gaan zowel het registratiekantoor als het antennepunt van het kadaster dicht? Wanneer wordt hierover een beslissing genomen?

07.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): De in 2001 voorgelegde conclusies van het Coperfin-plan bevatten een gedeelte over de gebouwen. Gelet op de geplande vermindering van het personeelsbestand en met het oog op vereenvoudiging voorzagen zij in de hergroepering van een aanzienlijk aantal vestigingen, voornamelijk in de grote stadscentra. Ik heb er echter steeds naar gestreefd om een kwaliteitsvolle dienstverlening in de nabije omgeving te behouden.

Pas als het behoud van een dienstverlening in een nabije omgeving is verzekerd, kan een verhuizing plaatsvinden.

De administratie Patrimoniumdocumentatie bevestigt dat ze overweegt het kadaster van Roeselare te verhuizen naar een nog niet nader bepaalde plaats. Er is echter nog geen beslissing genomen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het IT-systeem Workflow van het departement Financiën" (nr. 389)

08.01 Olivier Henry (PS): Sinds 2007 gebruikt de belastingadministratie het IT-systeem Workflow. Met dat systeem kunnen gegevens en dossiers digitaal doorgestuurd worden.

Bij het ministerie van Financiën wordt er wel gezegd dat dat systeem enkel voor bepaalde diensten werkt. Het zou niet goed werken voor de overdracht van gegevens tussen de belasting- en invorderingsdiensten, wat een aanzienlijke vertraging tot gevolg heeft. Het ministerie van Financiën wordt al tien jaar gemoderniseerd. Toch is er op het stuk van de informatisering geen overtuigende vooruitgang geboekt.

Hoe werkt het systeem Workflow en wanneer werd het in gebruik genomen? Klopt de informatie in verband met de slechte werking tussen diensten onderling? Met welke IT-systemen werkt uw administratie? Heeft u de systemen die in het ministerie van Financiën gebruikt worden, al laten evalueren?

08.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Het systeem Workflow Geschillen wordt gebruikt voor het beheer en de follow-up van de geschillen inzake de vestiging van de inkomensbelastingen en gelijkgestelde belastingen, en de btw-geschillen.

Aangezien de medewerkers toegang hebben tot de elektronische geschillendossiers, de bijbehorende gegevens en de standaardbrieven, is het logisch dat enkel de medewerkers die dat soort geschillen behandelen, en niet alle medewerkers, toegang hebben tot dat systeem. De belastingdiensten van de

Algemene administratie van de fiscaliteit en van de Algemene administratie van de strijd tegen de fiscale fraude en van de centrale administraties mogen het systeem gebruiken.

Ik ben niet op de hoogte van problemen met de gegevensoverdracht tussen de betrokken diensten. Alles wordt in het werk gesteld om de gegevens zo goed mogelijk te laten circuleren tussen de personen die erover moeten kunnen beschikken.

Het systeem Workflow Geschillen is uniek in zijn soort, want de flows waarover sprake bieden de mogelijkheid om het geschil stap voor stap te volgen, van bij het indienen van administratief beroep tot het einde van het gerechtelijk proces, met inbegrip van alle prejudiciële vragen bij het Grondwettelijk Hof of het Hof van Justitie.

Sinds december 2009 kan de burger zelf de etappes van zijn geschil opvolgen, via zijn persoonlijk financieel dossier 'MyMinfin', en kennisnemen van de gegevens van de dienst en de ambtenaar die zijn dossier beheert.

Voor het overige valt het mij moeilijk in een antwoord op een mondelinge vraag commentaar te geven bij alle informaticasystemen die bij het departement Financiën werden ontwikkeld: 'Tax-on-web', 'MyMinfin', 'Taxi', enz. Ik nodig u uit de site van de FOD Financiën te raadplegen en de onlinediensten die er worden aangeboden te ontdekken. U zult ze kunnen vergelijken met die van andere ministeries om er u een juist idee over te vormen.

08.03 Olivier Henry (PS): Wij beschikken klaarblijkelijk niet over dezelfde informatie met betrekking tot de problemen inzake de interactiviteit tussen diverse programma's. Ik kom ongetwijfeld terug op deze vraag.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gebrekkige beveiliging van de gevangenis van Bergen" (nr. 390)

09.01 Franco Seminara (PS): Ik beseft dat we een regering van lopende zaken hebben, maar ik zou toch willen vernemen hoe u, via de Regie der Gebouwen, zult reageren op de eisen van het personeel van de gevangenis van Bergen, met betrekking tot een versterking van de veiligheidsmaatregelen rondom de gevangenis.

Werd er een akkoord gesloten met de directie van de gevangenis om snel en in overleg een antwoord te bieden op deze verzuchtingen? Kunt u een precies tijdpad geven voor het aanbrengen van het veiligheidsnet bovenop de buitenmuur?

09.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Wat de gevangenis van Bergen betreft, zal de aanbesteding voor een veiligheidssas – om de veiligheid te verzekeren wanneer gedetineerden naar het justitiepaleis worden overgebracht – in de loop van de maand november haar beslag krijgen; de werken worden op 50.000 euro geraamd en kunnen in 2011 worden uitgevoerd. De televisiecamera's met een gesloten circuit worden momenteel geïnstalleerd (vastgelegd bedrag: 162.987,31 euro). De plaatsing van een interfonie- en een alarminstallatie, en van een intrusiedetectiesysteem is gepland voor het tweede semester van 2011 (raming: 200.000 euro). De plaatsing van een algemeen branddetectiesysteem is gepland voor het tweede kwartaal van 2011 (raming: 200.000 euro).

Tussen de centrale diensten en het gevangeniswezen, de directie en de technische diensten van de gevangenis en de Regie der Gebouwen bestaan er dus nauwe en permanente contacten.

De installatie van veiligheidsnetten werd op 19 oktober hervat na een onderbreking van enkele weken, die veroorzaakt werd door de uitvoering van andere werken in de gevangenis, en is bijna afgerond.

09.03 Franco Seminara (PS): Ik begrijp heel goed de problematiek van een ommuurde gevangenis. Bovendien wordt de situatie nog bemoeilijkt door de nabijheid van de Faculté Warocqué.

Het incident is gesloten.

10 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de financiering van het project Theun-Hinboun in Laos door KBC en BNP Paribas Fortis" (nr. 172)

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de financiering van het project Theun-Hinboun in Laos door KBC en BNP Paribas Fortis" (nr. 173)

10.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Laos, een land onder communistisch bewind, is begonnen met de bouw van dammen. Aangezien het daar zelf echter niet de middelen voor heeft, staat het gronden af aan buitenlandse investeerders. Die concessies worden toegekend tegen prijzen die veel lager liggen dan in de buurlanden. Die projecten creëren bijna geen lokale werkgelegenheid, wel integendeel: ze gaan gepaard met volksverhuizingen, verlies van gronden, verarming, ontbossing van primaire bossen, enz.

De banken KBC en BNP Paribas, die sinds 2008 het project Theun-Hinboun Expansion (uitbreiding van een dam) financieren, werden hieromtrent geïnterpelleerd door diverse ngo's. Die wijzen op de niet-naleving van de Equator Principles, een internationale standaard inzake duurzame ontwikkeling en eerbied voor het milieu en de lokale bevolking waaraan de banken zich bij projectfinanciering moeten houden. Het project waarvan sprake brengt zoveel problemen mee dat Japanse, Britse, Nederlandse en Franse investeerders zich eruit hebben teruggetrokken.

Ik heb een vraag over het uitbreidingsproject en over de investeringen van KBC, maar vooral van BNP Paribas-Fortis, in een dergelijk project.

Beschikt u over aanvullende informatie?

10.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Niet BNP Paribas-Fortis, maar wel BNP Paribas (sinds 2008) is betrokken bij de financiering van het project Theun-Hinboun Expansion. Dat is een naamloze vennootschap naar Frans recht. Ik ben dus niet bevoegd om op deze vraag te antwoorden. BNP Paribas heeft de diverse aantijgingen al via open brieven weerlegd.

Sinds november 2009 wordt het project door drie (Franse, Duitse en Nederlandse) ontwikkelingsfondsen gefinancierd. Deze fondsen hebben voorafgaandelijk nauwkeurig gecontroleerd of de sociale normen en de milieunormen van het project werden nageleefd. Uit hun beslissing om dit project mee te financieren, blijkt dat zij de verbintenissen die de ontwikkelaars van het project zijn aangegaan geloofwaardig vinden.

KBC bevestigt dat ze deel uitmaakt van het consortium dat een internationale lening verstrekt om het project voor de uitbreiding van de waterkrachtcentrale van Theun-Hinboun te financieren. Illegale, criminele, sociaal onaanvaardbare activiteiten, de schending van de mensenrechten, enz. worden stelselmatig uitgesloten van financiering door KBC. Alle financieringsdossiers voor projecten waarin KBC investeert, moeten beantwoorden aan de zogenaamde Evenaarsprincipes.

KBC is in dat project gestapt omdat de waterkrachtcentrale Laos een kans op autonome ontwikkeling biedt. De participatie van de drie andere internationale investeringsmaatschappijen biedt KBC de garantie dat het om een serieus project gaat.

KBC heeft de Evenaarsprincipes in 2004 ondertekend. De bank kwam op grond van een diepgaande audit tot de conclusie dat de klant de impact van het project op de lokale bevolking en het milieu correct had ingeschat en dat hij een degelijk plan had uitgewerkt voor de herhuisvesting en de sociale ontwikkeling in het voordeel van de plaatselijke bevolking.

KBC neemt de vragen van de verscheidene ngo's waarnaar u verwijst, serieus, maar is van mening dat de inzet van de projectontwikkelaar voldoende geloofwaardig is. Op de website www.thpclaos.com vindt u de brieven van de ngo's en de antwoorden die zij gekregen hebben.

10.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik dank de staatssecretaris voor zijn antwoorden waar ik al zes

maanden op zat te wachten.

Ik weet dat de Duitse ontwikkelingssamenwerking al heel lang protesteert tegen de uitbreiding van de stuwdam en dat ze al brieven geschreven heeft om die uitbreiding aan de kaak te stellen.

De ong's betreuren dat de toetsing van de Evenaarsprincipes uitgevoerd werd door experts waarvan de onafhankelijkheid ten opzichte van de KBC niet vaststond.

10.04 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): De KBC heeft me bevestigd dat ze haar analyse gemaakt heeft op grond van bezoeken en interviews ter plekke door externe onafhankelijke consultants en milieuspecialisten.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Alain Mathot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de Bijzondere Belastinginspectie" (nr. 391)

11.01 Alain Mathot (PS): Onlangs hebben we het verslag van het Rekenhof ontvangen betreffende de werking van de BBI. In het verslag wordt duidelijk gesteld dat er 21 procent medewerkers te weinig zijn om het vastgelegde aantal van 622 ambtenaren te halen.

Ik vestig uw aandacht op twee problemen. Het eerste is dat de ambtenaren die bij de BBI werken, over het algemeen in feite gedetacheerd zijn, zij komen uit andere diensten en kunnen dus op elk ogenblik terugkeren naar hun oorspronkelijke dienst. Het tweede probleem is dat de BBI-leden opleidingen aangeboden krijgen, maar niet verplicht zijn die te volgen. Er bestaat dan ook geen doorlopend opleidingsbeleid dat de behoeften of tekortkomingen van de medewerkers in kaart brengt.

Waarom opteert men niet voor een benoeming van de BBI-leden? Waarom geen vergelijkende examens organiseren met selectiecriteria, zoals voor de andere diensten? Hoeveel procent van de ambtenaren bij de BBI is gedetacheerd, hoeveel procent is benoemd? Waarom wordt er niet systematisch opgeleid? Het gaat hier over vaak ver doorgedreven fraudemechanismen die snel evolueren. Het is duidelijk dat de ervaring van de ambtenaren essentieel is. Als er in die dienst een groot verloop is, gaat die kennis verloren. Ten slotte, spitsen de opleidingen die worden aangeboden zich specifiek toe op de bestrijding van de grote fiscale fraude?

11.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): De BBI werkt met ambtenaren die door de andere administraties van de FOD Financiën ter beschikking worden gesteld. Dat maakt een veelzijdige aanpak in de strijd tegen de grote fiscale fraude mogelijk. Sommige van die ambtenaren volgen opleidingen en specialiseren zich. Ze werken in teamverband aan dossiers met complexe vertakkingen.

Momenteel zijn slechts vijf ambtenaren bij de BBI benoemd. Een ambtenaar die een gedeelte van zijn loopbaan bij de BBI doorbrengt en vervolgens naar zijn administratie terugkeert, verliest niets. Wat hij heeft opgestoken bij de BBI, zal zijn eigen administratie zeker van pas komen.

Zodra het ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de operationele diensten van de FOD Financiën wordt uitgevaardigd, wordt de BBI een autonoom algemeen bestuur. De directie van de BBI zal dan een eigen beleid inzake werving, bevordering en opleiding kunnen voeren.

De terbeschikkingstelling van ambtenaren aan de BBI gebeurt door middel van een oproep tot kandidaatstelling, gevolgd door selectiegesprekken met een jury van ambtenaren-generaal. Die procedure blijft van toepassing tot de reeds vermelde oprichting van de Algemene administratie van de strijd tegen de fiscale fraude.

De ambtenaren van de BBI worden aangemoedigd om specifieke cursussen in verband met hun vakgebied te volgen. Ze mogen tevens deelnemen aan opleidingen en seminars in België of in het buitenland over welbepaalde onderwerpen, zoals de internationale fiscaliteit, het strafrecht, witwaspraktijken, e-audittechnieken, enz. De medewerkers die een specifieke opleiding hebben gevolgd, dragen die nieuwe

kennis op hun collega's over tijdens lessen of werkvergaderingen. Die opleidingen en kennisuitwisseling zullen verder uitgebouwd worden.

Tijdens het jongste beleidsberaad van de directie van de FOD werd de invoering van een opleidingscyclus voor alle ambtenaren van de BBI aangekaart.

11.03 Alain Mathot (PS): Wanneer zal dat ministeriële besluit afgekondigd worden?

De verplichting tot het volgen van opleidingen inzake fraudebestrijding lijkt mij niet nuttig. De bekwaamheid van de personeelsleden die de BBI verlaten om naar hun dienst terug te keren, gaat uiteraard niet verloren voor de FOD, maar er moet in dat geval wel een nieuwe kracht vertrouwd gemaakt worden met de bijzondere technieken van de BBI.

Wordt er in het ministerieel besluit in een bepaald kader voor de BBI voorzien? Wordt er in nieuwe bevoegdheden voorzien voor de BBI, met name de bevoegdheid om huiszoeken te verrichten? Ik krijg altijd als antwoord dat men een tekst zal voorbereiden of dat men een tekst aan het voorbereiden is.

11.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Alle besluiten die genomen moeten worden met het oog op de totstandkoming van alle benoemingen, hangen nauw met elkaar samen. Er moeten trouwens nog een aantal besluiten worden genomen voordat het besluit dat u interesseert, kan worden genomen.

11.05 Alain Mathot (PS): Kunnen we een kopie van dit ministerieel besluit krijgen aangezien het klaar is?

11.06 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Het is niet mijn gewoonte om ministeriële besluiten te verspreiden voordat ze door de minister zijn goedgekeurd.

11.07 Alain Mathot (PS): Ik krijg dus geen antwoord op mijn vraag!

11.08 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Er werd wel beslist de diensten van de BBI van een specifiek kader te voorzien. Er werd beslist om een algemene administratie tegen de fiscale fraude op te richten. Dat veronderstelt dat er op administratief vlak een ministerieel besluit wordt genomen, dat samenhangt met een reeks andere besluiten die nog moeten genomen worden. Door het ontslag van de regering werden een aantal beslissingen met betrekking tot de oprichting van de nieuwe belastingadministratie geblokkeerd.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalleux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de erbarmelijke staat van de gebouwen van de gevangenis van Vorst" (nr. 431)
- mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de toestand van de gevangenis in Vorst" (nr. 581)

12.01 Sonja Becq (CD&V): Overbevolkte gevangenissen in slechte staat geven bijna automatisch spanningen. Zeker in Vorst is het erg gesteld. Minister Reynders is bevoegd voor gebouwen, hij moet dus zijn verantwoordelijkheid opnemen.

Vanuit de inspectie in Vorst kwamen er vier problemen naar voren: het ontbreken van sanitaire voorzieningen, de verzakking van de vloer, de staat van de douches en de aanwezigheid van schimmels. Ook de voedsel- en andere inspecties kwamen langs.

Wat is er sinds 2007 vanuit de Regie der Gebouwen gebeurd voor een goed onderhoud van de gevangenissen? Werden alle middelen wel juist aangewend? Welke maatregelen werden genomen voor de hoogdringende renovatie van Vorst? Volgens minister De Clerck heeft de Regie beloofd dat de werken er tijdig zullen worden uitgevoerd om een sluiting te vermijden. De deadline valt al op 17 november. Lukt dat?

12.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): In de drie Brusselse gevangenissen, Sint-Gillis, Vorst en Berkendael, zijn al diverse onderhouds- en renovatiewerken uitgevoerd. De ingeschreven budgetten

werden wel degelijk aangewend voor de geplande prioritaire werken.

Voor de onverwachte problemen in de vleugel B in Vorst ten gevolge van een lek in het ondergrondse watercircuit zijn onmiddellijk de nodige maatregelen genomen. De herstellingswerken zijn momenteel in uitvoering.

De kakkerlakken in de gevangeniskeuken zijn een probleem van hygiënische aard, dat niet onder de bevoegdheid van de Regie der Gebouwen valt.

Er is permanent overleg met de brandweer. Op 22 oktober heeft de Regie der Gebouwen de situatie ter plaatse nogmaals samen met de gevangenisdirectie geëvalueerd en werden er concrete werfafspraken gemaakt. Niet de hele vleugel werd ontruimd. In eerste instantie werden vijf en daarna nog eens twaalf cellen ontruimd om bepaalde werken toe te laten. De cellen kunnen na de herstelling weer ingenomen worden. De herstellingen zullen voor 17 november worden beëindigd.

Om zulke incidenten in de toekomst te vermijden zouden we veel grondiger renovatiewerken moeten uitvoeren, maar dan moeten de vleugels voor een lange periode worden ontruimd.

12.03 Sonja Becq (CD&V): Dit antwoord blijft vaag en gereserveerd. We kunnen maar hopen dat de dringende werken tegen 17 november afgerond zijn. De gevangenis in Haren is nog lang niet klaar. Ondertussen moet er in Vorst menswaardig kunnen worden geleefd.

12.04 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Een nieuwe gevangenis is nodig. Uiteraard moeten we de noodzakelijke werken doen aan de oude gevangenis, maar te grote investeringen in oude gevangenissen zijn niet aangewezen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de nieuwe overheidsdrukkerij Fedopress" (nr. 462)

13.01 Karel Uyttersprot (N-VA): In januari 2010 werd door de minister van Financiën een openbare aanbesteding goedgekeurd voor een bedrag van 18 miljoen euro voor de investering in een nieuwe overheidsdrukkerij, Fedopress, die vanaf 2012 drukwerk zal afleveren voor zowel federale overheidsdiensten als voor bedrijven en particulieren.

Waarom concurreert de overheid met de particuliere sector? Werd er voor Fedopress een businessplan opgemaakt? Werd nagekeken in hoeverre de privémarkt daarop een antwoord zou kunnen bieden? Komen die 18 miljoen euro onze economie effectief ten goede? Gaat het om producten, machines, software van eigen bodem?

Kan er worden gegarandeerd dat de efficiëntie van deze drukkerij vergelijkbaar zal zijn met de privésector? Wie zal de drukkerij bemannen? Onder welke cao vallen de personeelsleden? Heeft de drukkerij dezelfde verplichtingen als een private drukkerij, zoals inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen en btw-reglementering?

13.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Fedopress zal enkel intern drukwerk van de federale overheid verzorgen en heeft geenszins de bedoeling om private opdrachten na te streven in concurrentie met de grafische sector. Het lastenboek introduceert wel een nieuw concept waarbij de documentatie en brochures van de FOD Financiën niet meer in grote oplage worden gedrukt, maar slechts worden gedrukt wanneer iemand, dus ook externen, erom vraagt.

De externe cliënt kan uiteraard enkel documenten uitgaande van de FOD Financiën aanvragen via Fedopress.

Het samenbrengen van de bestaande drukcapaciteit binnen de federale overheid is essentieel. Het gaat om het beter en efficiënter organiseren van wat intern reeds bestaat. Daarom werd op de ministerraad van 26 september 2009 beslist om alle betrokken diensten van de FOD Financiën om te vormen tot een dienst

met afzonderlijk beheer, Fedopress, waarop vanaf 2012 alle federale overheidsdiensten een beroep zullen kunnen doen.

Sinds 2004 staat de digitale printshop van de FOD Financiën in voor het afdrukken en verzenden van alle vaak persoonlijke en vertrouwelijke documenten van de FOD Financiën, waaronder de aanslagbiljetten of btw-rekeninguittreksels. De nieuwe centrale printshop betekent een belangrijke efficiëntiewinst voor de administratie. Dit maakt niet alleen het beheer en onderhoud van de toepassingen eenvoudiger, maar draagt ook bij tot de uniformiteit en herkenbaarheid van de documenten.

Daarnaast wordt voorzien in de aanmaak van een elektronische versie van ieder document en in de automatische opslag binnen het centrale documentbeheer. Deze elektronische documenten worden door verschillende toepassingen benut. Deze centralisatie realiseert een aanzienlijke besparing en een veel grotere flexibiliteit.

Dit alles heeft ertoe geleid dat ook andere overheidsdiensten sinds enige tijd gebruik maken van de mogelijkheden van deze digitale printshop voor hun documenten. De omvorming tot een autonome dienst was dan ook een logische beslissing. Daarbij biedt de integratie van de IT-printing en de klassieke drukkerij heel wat bijkomende mogelijkheden. Van het totale huidige printvolume van 620 miljoen pagina's, 120 miljoen digitaal en 500 miljoen offset, zal het volume evolueren naar 300 miljoen pagina's, waarvan 200 miljoen digitaal en 100 miljoen offset.

Deze evolutie past bijgevolg volledig in het streven naar kostenbesparing, zonder enige negatieve impact op de dienstverlening aan de burgers. In het budget 2010 is in een bedrag van 18 miljoen euro voorzien in het raam van het moderniseringsplan Coperfin.

De evaluatiecommissie bestudeert momenteel de ingediende offertes. De toekenning van de opdracht zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan de ministerraad van 26 november 2010.

De medewerkers van Fedopress zijn statutaire of contractuele ambtenaren en hun arbeidsvoorwaarden zijn dan ook deze van het federale ambt. Fedopress zal uitsluitend voor de eigen federale overheidsdienst werken en als dusdanig geen commerciële contacten hebben.

13.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Heel wat private drukkerijen drukken ook documenten met een vertrouwelijk karakter en dit zonder enig probleem. Dit ter verdediging van de sector. Het zou misschien goed zijn als het lastenboek expliciet vermeldt dat het enkel gaat om documenten voor intern gebruik.

13.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): Het lastenboek mag niet meer aangepast worden. Wij hebben de offertes gekregen. Een beslissing zal worden genomen op de ministerraad op 26 november. Volgende keer zullen wij proberen explicieter te zijn in het lastenboek.

13.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Op de vraag of die 18 miljoen euro onze economie effectief ten goede zal komen is nog niet geantwoord.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de aanbevelingen van het Comité voor Financiële Stabiliteit" (nr. 474)

14.01 Guy Coëme (PS): Het Comité voor Financiële Stabiliteit dat vorig jaar door de G20 werd opgericht, heeft gepleit voor globale richtsnoeren die de grootbanken, die ervan worden beschuldigd de financiële crisis van 2008-2009 te hebben veroorzaakt, moeten reguleren. Er zou een informeel akkoord zijn bereikt dat tot conclusies moest leiden tijdens een voorbereidende vergadering van de G20 die reeds zou hebben plaatsgevonden.

Hoe zal u reageren op de suggesties van het comité nu ons land het Europese voorzitterschap waarneemt? Welke zijn die belangrijke stappen die een nieuwe wereldorde tot stand moeten brengen? Hoe ver staan de werkzaamheden 48 uur voordat de grote wereldmachten daarover voor ons beslissen in Azië?

14.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Onder het beschermheerschap van de G20 is de *Financial Stability Board* (FSB) belast met de ontwikkeling en de coördinatie van initiatieven die ertoe strekken de financiële markten te hervormen, teneinde een grotere financiële stabiliteit te waarborgen en zich ervan te vergewissen dat die hervormingen wel degelijk ten uitvoer worden gebracht.

De eerste prioriteit van het CFS is de verstrakking van de stabiliteitsnormen. Het gaat uit van de aanbevelingen van het Comité van Bazel. De zogenaamde Bazel 3-normen voorzien met name in de implementering, tussen 1 januari 2013 en 1 januari 2019, van normen die de huidige minimumnorm voor de eigen middelen in de vorm van kapitaal en reserves meer dan verdrievoudigen. België, dat lid is van het Comité van Bazel, heeft actief deelgenomen aan de werkzaamheden.

De tweede prioriteit van het CFS heeft betrekking op de specifieke behandeling van de heel grote financiële instellingen. Het zal aan de G20 aanbevelingen voorleggen op basis van de conclusies van de werkzaamheden van het Comité van Bazel: de noodzaak om aan die systeeminstellingen strengere eisen op te leggen inzake eigen middelen; de noodzaak om tools te ontwikkelen die, in geval van een ernstig probleem, het mogelijk maken de voor de economie essentiële activiteiten van die instellingen te vrijwaren zonder de werking van de markten te verstoren en zonder een beroep te doen op overheidssteun; de noodzaak om het banktoezicht op die systeeminstellingen op te voeren en doeltreffender te maken.

De Europese Commissie houdt zich met deze kwestie erg bezig en moet een nieuwe richtlijn voorstellen met betrekking tot de tools en de bevoegdheid van de toezichthouders om vroegtijdig in te grijpen. Als voorzitter van de Ecofin-raad zal België die tekst misschien aan zijn partners moeten voorstellen. Ten slotte hebben de Raad en het Europees Parlement de richtlijn goedgekeurd, die op 1 januari 2011 in werking moet treden en bedoeld is om het toezicht op de banken te hervormen via de oprichting van een Europees Comité voor systeemrisico's en een Europese Bankautoriteit. Dat is een fraai resultaat voor het Belgisch voorzitterschap en het ligt in de lijn van de Amerikaanse beslissingen.

Als derde prioriteit wil de FSB de verplichting om transacties met derivaten af te sluiten via clearinginstellingen bevorderen en een databank met relevante informatie over de uitgevoerde transacties oprichten. De Europese Commissie heeft een werkgroep opgericht waaraan België actief deelneemt. Ze heeft tevens een voorstel voor een richtlijn opgesteld, dat op 15 september 2010 gepubliceerd werd, en dat nu door de Europese partners onder het Belgische voorzitterschap besproken wordt.

14.03 **Guy Coëme** (PS): Net als u allen hoop ik dat de beslissingen van de G20 voldoende belangrijk en doorslaggevend zullen zijn om een einde te stellen aan deze enorme speculatiegolf en financiële, economische en sociale puinhoop.

Het incident is gesloten.

15 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Servais Verherstraeten** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de kostprijs van het Antwerpse justitiepaleis en het gerechtsgebouw van Gent" (nr. 476)

- de heer **Steven Vandeput** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de kostprijs van de nieuwe gerechtsgebouwen in Antwerpen en Gent" (nr. 563)

15.01 **Steven Vandeput** (N-VA): De conclusies van het Rekenhof over de justitiepaleizen in Gent en Antwerpen zijn bijzonder hard. Uit het rapport blijkt dat de initiële ramingen steunden op onvolledige informatie en dat er verkeerde uitgangshypothesen werden gehanteerd. De kostprijs van de projecten werd op die manier schromelijk onderschat. Waarom werden in 1996 bij de start van de projecten door de Regie der Gebouwen enkel ramingen gemaakt van de bouwkosten en niet van de overige kosten?

Het vermoeden is dat de aanpak van de architect in Antwerpen aansluitingsproblemen veroorzaakte tussen de verschillende percelen en dat dit een aantal meerkosten met zich bracht. Klopt dat? Wordt die aanpak elders nog gehanteerd?

Welke maatregelen hebben de minister en de Regie der Gebouwen getroffen om de torenhoge overschrijdingen van de budgetten in de toekomst te voorkomen?

15.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Op het moment van de goedkeuring door de ministerraad van het justitiepaleis in Antwerpen was er enkel een budgetraming van de bouwkosten beschikbaar. Er was nog geen terrein, nog geen architectuurwedstrijd, nog geen goedgekeurd behoefteprogramma. Dat is een les die uit deze zaak moet worden getrokken. De Regie had dus bijzonder weinig houvast.

De *design as build approach* van de architect heeft een directe kostenimpact van 11,5 miljoen euro gehad, of een verhoging met 7 procent. De Regie zal die aanpak dus in het vervolg zo min mogelijk hanteren. Ik heb geen weet van grote projecten die op dit ogenblik volgens die methode worden gerealiseerd ergens anders in België.

De voornaamste verklaring voor het verschil tussen de oorspronkelijk aangekondigde bouwkosten en de uiteindelijke projectkosten, ligt in de kostenelementen die al dan niet zijn meegenomen: financieringskosten, ereloon van de architect en scopeveranderingen.

De Regie is er zich van bewust dat men een project maar doelmatig kan beheren als de scope van het project gekend is. Die moet in de mate van het mogelijke ook bevroren blijven tijdens de uitvoering van het project. Ook het gebruik van te veel percelen in een project geeft aanleiding tot dit soort problemen. Wij hebben dus onze conclusies getrokken uit deze zaak.

15.03 **Steven Vandeput** (N-VA): De fout werd in het begin gemaakt toen de Regie een kostenraming moest maken voor een onbestaand project. Daar is toch iemand politiek verantwoordelijk voor? Ik hoop dat de Regie der Gebouwen in de toekomst weigert mee te werken aan wazige dromen.

Het incident is gesloten.

16 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het depositogarantiefonds en de Belgische verzekeringsmaatschappijen" (nr. 501)**

16.01 **Peter Logghe** (VB): Op het hoogtepunt van de financiële crisis besloot de Belgische regering om het depositogarantiefonds uit te breiden, zodat de Belgische spaarder voortaan tot 100.000 euro verzekerd was. De Belgische regering besloot ook om de verzekeringsmaatschappijen mee te laten betalen voor het depositofonds. Die bijdrage kost de verzekeraars 150 miljoen euro.

Was die bijdrage echt nodig? Sinds de jaren 70 is immers geen enkele verzekeraar over kop gegaan. Was het niet eerder een begrotingsmaatregel dan het opbouwen van een garantie voor de verzekerden? Verzekeringsmaatschappijen beleggen ook voor een deel in onroerend goed, zodat het eigenlijk ondenkbaar is dat ze ooit een beroep zouden moeten doen op dit depositofonds. Waarom laat men die verzekeringsmaatschappijen dan toch een bijdrage betalen? Wordt eraan gedacht om deze bijdrage in de toekomst af te schaffen of te verminderen?

16.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): In een financiële crisis probeert de regering om het vertrouwen in het financiële stelsel te versterken en de financiële stabiliteit te vergroten. Dit vereist een drievoudig beleid: financieel toezicht, crisispreventie en crisisbeheer. Het Bijzondere Beschermingsfonds kadert in een efficiënt crisisbeheer. De moeilijkheden bij de groepen van verzekeringsbanken zoals Fortis, Dexia, KBC of Ethias hebben aangetoond dat faillissementen in deze sector niet uitgesloten zijn.

Het fonds wordt gespijsd met bijdragen die de verzekeringsmaatschappijen, banken en beleggingsfondsen jaarlijks moeten betalen. Ingeval de activa van dit fonds niet zouden volstaan, kan de Deposito- en Consignatiekas de nodige gelden voorschieten. Op deze wijze wordt een daadwerkelijke vergoeding van de

gedupeerde verzekerden gewaarborgd. Dit voorgeschoten bedrag wordt aangezuiverd met de later te betalen bijdragen.

Tot 31 december 2010 konden de verzekeringsmaatschappijen vrijwillig bij het Bijzondere Beschermingsfonds aansluiten. Dat heeft Ethias gedaan. Dit toont aan dat men er binnen de sector zelf rekening houdt met mogelijke ongelukken.

Bij de oprichting van het fonds heeft een werkgroep de criteria bepaald voor de berekening van de bijdrage. Die bedroeg aanvankelijk 0,005 procent van de inventarisreserves, zoals bepaald in het KB van 14 november 2003. De programmawet van 23 december 2009 heeft deze berekeningswijze gewijzigd, zodat de bijdrage vanaf 1 januari 2011 0,15 procent van het bedrag van de inventarisreserves zal bedragen. Het is niet de bedoeling de bijdrage van de verzekeringsmaatschappijen te verlagen of te schrappen.

16.03 Peter Logghe (VB): Door het voorbeeld van Ethias te vernoemen wordt mijn stelling onderschreven dat financieel voorzichtige en conservatieve verzekeringsmaatschappijen het gelag zullen betalen voor maatschappijen die de regels niet al te nauw hebben genomen.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Alain Mathot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de ontslagen bij Dexia en de notionele interestaftrek" (nr. 522)

17.01 Alain Mathot (PS): Ik had mijn vraag bij voorkeur aan de voorzitter van de MR gesteld.

Twee jaar geleden werd door de Belgische overheid een bedrag van 3 miljard euro uitgetrokken om de banken te redden. Toch heeft Dexia na de vakantie een nieuw, omvangrijk ontslagplan voorgesteld waarvan de Belgische werknemer opnieuw het slachtoffer wordt. Tegelijk wordt aangekondigd dat Dexia weer winst maakt.

In 2008 kon Dexia Investment Company voor een bedrag van 239.396.740 euro een beroep doen op de notionele interestaftrek. Dexia ontslaat nog 385 werknemers.

Wij hebben voorgesteld de aftrek voor risicokapitaal af te schaffen tijdens de belastbare periode waarin een belangrijke herstructurering wordt doorgevoerd, alsook tijdens alle daaropvolgende belastbare periodes.

De maatregel zou niet van toepassing zijn op bedrijven in moeilijkheden. De bedrijven die op hun beslissing om te ontslaan terugkomen, zouden opnieuw aanspraak kunnen maken op hun rechten.

Ons voorstel kreeg toen a priori geen tegenwind van de MR. Zal u het voorstel steunen? Wat is het standpunt van de overheid met betrekking tot deze ontslagen en dit herstructureringsplan?

17.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Het spijt me dat ik niet de persoon ben die u wenste te ondervragen, maar als ik me niet vergis, ondervraagt men nog altijd de regering en niet de politieke partijen!

Het systeem inzake de aftrek voor risicokapitaal is een succes want het heeft zijn doel bereikt: bedrijven aantrekken en ze in ons land houden. De notionele interestaftrek kan niet voorkomen dat bedrijven zich genooddaakt zien om herstructureringen door te voeren als ze de economische en financiële crisis willen overleven. Als Dexia zijn personeel in dienst wil kunnen houden, moet de instelling break-even draaien, zo niet winst maken.

Het is verkieslijk om werkgelegenheidsmaatregelen te nemen die losstaan van de maatregelen inzake de aftrek voor risicokapitaal.

De vereiste wetswijziging valt buiten het kader van wat een regering van lopende zaken kan doen.

17.03 Alain Mathot (PS): Moet ik daaruit afleiden dat u niet achter dat voorstel staat en dat u er geen voorstander van bent om steun op te schorten indien er ontslagen vallen?

17.04 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): We vinden dat men aparte maatregelen moet nemen om onderscheiden doelstellingen te bereiken. Het gaat hier niet over steun.

17.05 **Alain Mathot** (PS): Toch wel!

17.06 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Laat me uitspreken! Het gaat hier niet over steun die wordt toegekend, zoals de gewestelijke premies, die gericht en voorwaardelijk zijn. Het gaat hier over een fiscaal stelsel dat onvoorwaardelijk is, afgezien van de voorwaarden die in de wet zelf zijn vastgelegd.

17.07 **Alain Mathot** (PS): Toen de notionele interestaftrek goedgekeurd werd, ging men er in het regeerakkoord van uit dat die regeling zou worden geëvalueerd en dat ze werkgelegenheid moest scheppen. Wie zal me nu uitleggen hoe het komt dat bedrijven van de notionele interestaftrek gebruik mogen maken terwijl ze mensen ontslaan? Uw uitspraken getuigen van een totale schizofrenie.

Het incident is gesloten.

18 **Vraag van mevrouw Minneke De Ridder aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de nieuwe doelgroepen voor de verkoop van krasloten" (nr. 480)**

18.01 **Minneke De Ridder** (N-VA): De Nationale Loterij heeft de laatste tijd nogal wat nieuwe krasloten op de markt gebracht die gericht zijn op een jong tot zeer jong publiek, zoals Win For Life Party Edition, Milk Inc of de nieuwe Bling Bling. Alle producten van de Nationale Loterij zijn verboden voor jongeren van minder dan 18 jaar, maar toch worden ze verkocht op evenementen waar veel jongeren aanwezig zijn.

Werd er voor die nieuwe producten een advies gevraagd aan de ethische commissie van de Nationale Loterij? Welk advies gaf die commissie? Is er genoeg rekening gehouden met het advies?

Op welke evenementen werden deze producten al eens verkocht. Gebeurt er op die evenementen ook een leeftijdscontrole?

Wat vindt de minister van de werking van de ethische commissie? Reflecteert haar samenstelling de benodigde expertise op de leefwereld van jongeren om die nieuwe producten te beoordelen?

18.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De Nationale Loterij heeft de taak om spelers aan te trekken via een modern en attractief aanbod. Die kanalisatieplicht geldt ook ten aanzien van de spelersgroep van 18- tot 24-jarigen.

Marktstudies tonen aan dat de Nationale Loterij in dat marktsegment een beduidend lager aandeel heeft dan bij andere leeftijdscategorieën. Spelers worden immers al op jonge leeftijd aangetrokken door andere, illegale, operators. De vermelde krasbiljetten zijn bedoeld als antwoord op dat fenomeen. Het concept is hetzelfde als bij de andere krasloten.

Het Comité Verantwoord Spel van de Nationale Loterij brengt advies uit over elk nieuw loterijtype. Omdat het niet om een nieuw loterijtype ging, moesten ze niet worden voorgelegd. In het nieuwe beheercontract van 30 juli 2010 werden aanvullende artikelen opgenomen, o.m. inzake de impact van nieuwe speltypes. Zo wordt nagegaan of de strategie conform de internationaal aanvaarde regels is.

Er is een lijst beschikbaar van de evenementen tijdens de zomer van 2010 waar de Nationale Loterij aanwezig was met verkoopstands, maar ik vind ze niet. Ik zal ze opsturen. Volgens de Nationale Loterij wordt bij de briefing van de verkopers veel aandacht besteed aan de aspecten van verantwoord spel en wordt er bijzonder gedrukt op het absolute verbod op verkoop aan minderjarigen. In geval van twijfel moet de leeftijd worden gecontroleerd.

Bij de bespreking van het beheercontract heb ik aangedrongen op een versterkte bescherming van

minderjarigen. Artikel 10 bepaalt dat de Nationale Loterij zeker geen spelen wil ontwikkelen of op de markt brengen die rechtstreeks op minderjarigen gericht zijn, en erover waakt dat in de reclame geen minderjarige met geldspelen wordt geassocieerd.

Ze maakt dan ook geen reclame in media die specifiek voor kinderen en adolescenten bestemd zijn. Artikel 23 stelt opleidingseisen aan nieuwe uitbaters en artikel 24 maakt het intrekken van het verkooprecht mogelijk als het verkooppunt een inbreuk heeft begaan op de wetgeving of reglementering.

Ook bij haar sponsorpolitiek houdt de Nationale Loterij rekening met de bescherming van de minderjarigen.

Op de festivals vermeld op de lijst is het overgrote deel van de bezoekers meerderjarig.

De externe experts in het Comité Verantwoord Spel zijn twee psychiaters en een psycholoog. Een ervan verstrekt ook advies aan de Franse staatsloterij.

18.03 Minneke De Ridder (N-VA): Er moet op gelet worden om bij de ontwikkeling van nieuwe producten niet met de leeftijdsgrens te flirten. Waarom toetst de ethische onderzoekscommissie de specifiek jeugdige krasloten niet?

In de verkooppunten van de Nationale Loterij wordt heel goed aangegeven dat verkoop aan jongeren onder de leeftijd van achttien jaar verboden is. Jongeren mogen evenmin in reclamecampagnes worden getoond. In het reclamespotje van het Bling Blingkraslot worden echter jongeren getoond. Waar ligt de grens?

Het incident is gesloten.

19 Samengevoegde vragen van

- de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de invoering van een belasting op financiële transacties" (nr. 523)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de financiële transactietaks" (nr. 614)

19.01 Olivier Henry (PS): De dramatische gevolgen van de jongste financiële en bankcrisis zijn nog steeds voelbaar. Een belasting op financiële transacties zou een oplossing kunnen bieden, vooral om de ongebreidelde ontwikkeling van de speculatieve financiële markten te temperen.

Uit de pers blijkt dat uw fractie achter zo'n belasting staat. Bovendien heeft de minister van Financiën eraan herinnerd dat hij stappen heeft gedaan om de Europese partners te overtuigen dat ze die belasting moeten invoeren. Hij heeft ook verklaard dat hij dat vraagstuk op de agenda van Ecofin, van het IMF en van de Wereldbank heeft geplaatst. Hij heeft ook aangekondigd dat hij een werkgroep heeft ingesteld over de technische aspecten van die belasting.

Bevestigt u die informatie? Buigt er zich al een werkgroep over zo'n belasting? Welke deskundigen maken daar deel van uit? Welke doorbraken zijn er al te melden?

Hoe ver staat de minister in de demarches die hij bij de Europese partners heeft gedaan? Er moet een systeem komen dat efficiënt en rechtvaardig is en geen kapitaalvlucht veroorzaakt. Voor welk model pleit de minister met zoveel aandrang?

De Europarlementsleden van uw fractie hebben tegen een amendement gestemd dat ertoe strekte het pad te effenen voor een belasting op financiële transacties. Waarom hebben ze het principe van zo'n belasting verworpen? Klopt het dat mevrouw Ries voorstander zou zijn van een wereldwijde belasting op financiële transacties terwijl u voor zo'n belasting in de eurozone pleit?

19.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Het debat over de belasting op de financiële transacties is niet nieuw. U kent het officiële standpunt van België wat dat betreft.

De doelstelling van een dergelijke belasting is soms een beetje tweeslachtig: is het er om te doen het gedrag

van de financiële sector bij te sturen of te zorgen voor financiële ontvangsten? Afhankelijk van de doelstelling kan de wijze waarop de belasting tot stand wordt gebracht, verschillend ingevuld worden.

Men is het nog niet eens over de aanwending, of het geld naar een stabiliteitsfonds moet gaan dan wel moet dienen voor het oplossen van crises, of aan de begroting van de afzonderlijke Staten moet worden toegewezen. Dat debat wordt nog gevoerd op de Ecofinvergaderingen.

De agendering van dit punt op de jongste drie Ecofinvergaderingen namens het Belgische voorzitterschap en de standpunten die de minister van Financiën tijdens de vergaderingen van het Ontwikkelingscomité van de Wereldbank, van het IMF en tijdens de jongste vergadering van september vertolkte, zeggen veel over de houding van de minister in dit dossier.

In het kader van Ecofin werden de volgende aspecten behandeld: is een belasting op de financiële transacties haalbaar en hoe? Op welk niveau dient de belasting ingevoerd te worden (nationaal, Europees, wereldwijd)? Welke risico's bestaan er op verduistering, kapitaalvlucht en verdwijning van de belastbare grondslag? Welke keuzes zijn mogelijk voor de belastbare grondslag? Verscheidene werkgroepen buigen zich over die vragen.

Het is essentieel dat de werkzaamheden van het EFC (*European Financial Committee*) en de Commissie in deze discussie zo transparant mogelijk worden gepresenteerd om averechtse effecten op de Europese financiële sector te vermijden en de consument te beschermen. Het gebrek aan consensus over de parameters, de belastinggrondslag, de belastingvoeten, het toepassingsgebied werpen een reeks problemen op, zoals mogelijke dubbele belasting in functie van de geografische toepassingsgebieden, concurrentievervalsing, delokalisering van activiteiten. Die maatregelen moeten tevens opnieuw in de context van de nieuwe financiële architectuur en de nieuwe Basel III-normen geplaatst worden.

De Commissie heeft voorgesteld zich over die technische vraagstukken te buigen in het kader van de fiscale beleidsvorming. Een highlevelgroep van de Raad zal de mogelijkheden onderzoeken en het debat voortzetten.

Ik vrees dat er verwarring is ontstaan over de stem die mevrouw Ries en de heer Michel in het Europees Parlement uitgebracht hebben. Een meerderheid van de Europarlementsleden (waaronder die van de liberale fractie) keurde op 20 oktober een resolutie goed waarin staat dat er een belasting op de financiële transacties moet worden ingevoerd. Onze vertegenwoordigers hadden reeds een stem in die richting uitgebracht in november 2009 (resolutie over de Conferentie van Kopenhagen) en in maart 2010 (resolutie over de gevolgen van de financiële crisis voor de ontwikkelingssamenwerking).

Mevrouw Ries en de heer Michel hebben zich echter wel verzet tegen een amendement van de socialisten dat ertoe strekte een eigen inkomstenbron te creëren die uitsluitend met een belasting op de financiële transacties wordt gespijsd. Wij menen dat het voorbarig is om dergelijke belastingopbrengsten rechtstreeks naar de EU te laten vloeien, in de wetenschap dat het debat over de rechtstreekse financiering van de Europese Unie nog maar pas van start is gegaan.

Mevrouw Ries en ik delen dezelfde aanpak: wij vinden dat het beter is om zo'n belasting op wereldschaal in te voeren zodat averechtse uitwerkingen van het mechanisme kunnen vermeden worden. Bij gebrek aan een akkoord pleiten wij voor de invoering van de taks op Europees niveau. Die stelling wordt overgenomen door de Europarlementsleden van de MR en van de PS in de 73^{ste} paragraaf van het verslag van Pervenche Berès, rapporteur van de bijzondere commissie van het Europees Parlement over de financiële crisis.

19.03 Olivier Henry (PS): Mevrouw Ries en de heer Michel hadden zich verzet tegen een amendement dat ertoe strekte de opbrengsten in een begrotingslijn in te schrijven. Sommigen pleiten voor dit voorstel maar als het erop aankomt een en ander in de begroting in te schrijven, doet men dat niet.

Het Parlement sprak zich uit voor een taks op de financiële transacties. Het voorstel was bedoeld voor de eurozone. Laten we proberen om dit akkoord alvast binnen te rijven zonder te wachten op een antwoord op de vraag of het tot het mondiale niveau moet worden uitgebreid!

Het incident is gesloten.

20 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de stand van de procedure voor de uitvoering van het plan voor de bouw van de nieuwe gevangenissen" (nr. 649)

Voorzitter: Olivier Henry.

20.01 Christian Brotcorne (cdH): Het Masterplan 2008-2012 voor een humanere gevangenisinfrastructuur voorziet o.a. in de bouw van een aantal nieuwe gevangenissen. De procedure die in aanmerking genomen werd om die bouwprojecten tot een goed eind te brengen veronderstelt de medewerking van de Regie der Gebouwen en van privé-ontwikkelaars.

De minister van Justitie heeft mij bevestigd dat de lopende zaken geen weerslag op de procedure hebben. Ik zou willen weten hoever het precies met die procedure staat.

Wat is de huidige stand van zaken? Hoe lang zullen de geplande studies duren? Hoeveel tijd zal de bouw in beslag nemen?

20.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Vier locaties werden gekozen: Beveren, Dendermonde, Leuze-en-Hainaut en Marche-en-Famenne.

Op 12 maart 2010 keurde de ministerraad de voortzetting van het programma volgens de DBFM-formule (*Design, Build, Finance and Maintain*) goed. De reeds uitgevoerde verrichtingen zijn de volgende. Tussen juni 2008 en mei 2009: het zoeken naar gronden. In mei 2009: de oproep tot de kandidaten. In december 2009: de selectie van vijf kandidaten voor elke locatie en het uitschrijven van de offerteaanvraag. In mei 2010: de ontvangst van de offertes. In september 2010: de jury's en de selectie van de kandidaten liepen ten einde. De onderhandelingsfase met de verschillende kandidaten is aan de gang met het oog op de aanduiding van de voorkeurkandidaat met wie een BAFO (*Best and Final Offer*) zal georganiseerd worden.

In februari 2011 hoopt men aangepaste offertes te ontvangen. In maart 2011 zal de voorkeurkandidaat worden aangeduid en zal de BAFO-fase beginnen. In mei 2011 zullen de stedenbouwkundige vergunningen ingediend worden. In juni zullen de DBFM-contracten worden gesloten met de gekozen kandidaten. In oktober zal de uitvoering van de werken beginnen. Wij hopen dat de terbeschikkingstelling van de gevangenissen tegen juli 2013 mogelijk zal zijn. Dit tijdschema is uiteraard onderworpen aan onzekerheden.

Tot nu toe wordt de planning in de grote lijnen in acht genomen, wat nogal uitzonderlijk is gelet op de huidige situatie. Dit dossier heeft voorrang.

20.03 Christian Brotcorne (cdH): Wordt de keuze aan de Regie overgelaten? Tenzij een jury met die opdracht werd belast?

20.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Er is een jury.

Ik ken de gegevens niet uit het hoofd. De Regie der Gebouwen is de vastgoedoperator van de Staat en voert de opdracht in volledige samenwerking uit.

20.05 Christian Brotcorne (cdH): Zijn de offertes publiek toegankelijk of blijft dit alles eerder vertrouwelijk?

20.06 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Mijnheer Brotcorne, ik vrees dat mijn antwoord het contract in het gedrang zou brengen.

Het incident is gesloten.

21 Vraag van de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de naamsverandering van de CBFA" (nr. 859)

21.01 Guy Coëme (PS): Nadat de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen (CBFA) deels andere bevoegdheden kreeg, verandert zij nu ook van naam. De aangekondigde nieuwe naam, FSMA

(*Financial Services and Markets Authority*) doet ons sterk denken aan de ESMA (*European Securities and Markets Authority*).

Het nieuwe letterwoord zegt iets over de bevoegdheden met betrekking tot financiële diensten en markten, maar helemaal niets over de nieuwe bevoegdheden op het vlak van consumentenbescherming.

Kunt u mij de redenen voor de naamsverandering geven?

Waarom bevat die naam geen verwijzing naar de belangrijkste krachtlijn van het regeringsbeleid en wordt er enkel verwezen naar diensten en markten?

21.02 Bernard Clerfayt, staatssecretaris (*Frans*): Om het *Twin Peaks*-model in België in te voeren moet er een onderscheid gemaakt worden tussen de regels van prudentiële aard en de 'gedragsregels' van de operatoren en van de actoren. Deze laatste regels hebben tot doel om een eerlijke, rechtvaardige en professionele behandeling van de klanten door de financiële instellingen te waarborgen. Via zijn controleopdracht met betrekking tot de naleving van de regels zal de nieuwe CBFA bijdragen tot de bescherming van de consument van financiële diensten en producten.

Er werd in de naamswijziging van de CBFA voorzien bij wet van 2 juli 2010 en de voorgestelde benaming FSMA wordt vermeld in het verslag van het voorbereidingscomité van de nieuwe toezichtsarchitectuur die voorgezeten wordt door de gouverneur van de Nationale Bank van België en de voorzitter van de CBFA. Dit comité heeft het verslag eenparig aangenomen.

Gelet op de noodzaak om de Nationale Bank en de CBFA beter te profileren in de nieuwe architectuur en om aan elk van beide de specifieke rol toe te bedelen die ze volgens het *Twin Peaks*-model moeten spelen, heeft het Comité voorgesteld om de benaming te wijzigen in FSMA ('Autoriteit Financiële Diensten en Markten', 'Autorité des Services et Marchés Financiers', 'Autorität Finanzielle Dienste und Märkte', 'Financial Services and Markets Authority').

Die benaming alsook de afkorting (FSMA) bieden volgens het verslag van het Comité het grote voordeel overeen te stemmen met de benaming, binnen de Europese Economische Ruimte, van een groot aantal nationale toezichtsautoriteiten die over gelijkaardige bevoegdheden beschikken en die deel uitmaken van het Comité van Europese effectenregelgevers (CESR) en van het toekomstig Europees Agentschap belast met de controle van de markten en de financiële diensten (ESMA).

Artikel 6a van het Europees reglement betreffende de ESMA bekleedt die instelling met bevoegdheden met betrekking tot de bescherming van de consumenten en voorziet onder meer dat deze, onder welbepaalde omstandigheden, producten kan verbieden die toxisch zouden zijn voor de consument.

De benaming ESMA werd tevens geïnspireerd door die van toezichtsautoriteiten van de gedragsregels van andere Europese landen die over een bipolaire controlearchitectuur als de onze beschikken, waaraan dan wel de essentiële notie van 'financiële diensten' wordt toegevoegd.

De consumentenbescherming zal worden gewaarborgd door het toezicht op de financiële diensten. Die essentiële dimensie van de consumentenbescherming vindt men dus volledig terug in de benaming van die nieuwe autoriteit.

21.03 Guy Coëme (PS): Men moet al veel moeite doen om de bescherming van de consument terug te vinden in die benaming, die duidelijk bedacht werd door technocraten en niet bedoeld is om door de consument of de burger begrepen te worden. De gekozen benaming weerspiegelt geenszins de emoties of reacties van de mensen toen de crisis losbarstte.

Het incident is gesloten.

22 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de autoverzekering" (nr. 720)

22.01 Karine Lalieux (PS): Op 24 februari deelde de minister van Financiën ons mee dat uw kabinet een studie had gevraagd over de evolutie van de autoverzekeringstarieven en dat het best zou zijn de resultaten ervan af te wachten alvorens initiatieven te nemen.

Is deze studie afgerond? Zo ja, welke zijn de conclusies ervan? Kunt u ze ons bezorgen?

22.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): De studie betreffende de premies voor de BA-verzekeringen voor jonge bestuurders is net klaar. Ik heb hier een exemplaar in het Nederlands en heb er geen bezwaar tegen dat het rondgedeeld wordt.

Uit de studie blijkt dat na een forse daling tussen 2003 en 2006, de premies voor jonge bestuurders momenteel 2 à 10 procent hoger liggen dan in 2003. Ten opzichte van 2006, schommelt de verhoging tussen 7 à 12 procent afhankelijk van het profiel van de kandidaat-verzekeringnemer. De stijging volgt dus min of meer de inflatie.

Hoewel de verzekeringspremies sterker uiteenlopen dan in 2006 is het maximumbedrag voor de verzekeringnemers met het hoogste risicoprofiel in vergelijking met 2003 met de helft gedaald.

Hoewel de premies homogener zijn dan in 2003, worden ze gedifferentieerd op grond van beroep, familiale situatie, woonplaats en andere kenmerken van de bestuurder.

Voor de jongeren bestaat de meest voordelige oplossing er vaak in om als hoofdbestuurder opgenomen te worden in de polis van hun ouders.

De prijs van een 29/29-polis, die de extra kosten beperkt indien een aantal voorwaarden in acht worden genomen, ligt tussen 9 procent goedkoper en 4 procent duurder dan een klassieke polis op eigen naam. Bepaalde verzekeringsmaatschappijen hanteren minder strikte voorwaarden dan in een 29/29-overeenkomst en rekenen toch een prijs aan die minder dan 29 procent hoger ligt, de maximale verhoging voor een 29/29-polis.

De grote verzekeringsmaatschappijen zijn voor jonge bestuurders trouwens niet altijd duurder dan de kleinere.

De prijzen van het Tarifieringsbureau Auto voor beginnende bestuurders met een lichte wagen zijn concurrerend in vergelijking met die van de commerciële maatschappijen. Voor de oudere bestuurders met een krachtigere wagen zijn op de markt betere prijzen te vinden.

22.03 Karine Lalieux (PS): Er is hoe langer hoe meer sprake van segmentatie.

Anderzijds, wat bedoelt men wanneer men het heeft over 'risicjongeren'? De enige manier, voor een jongere, om een ietwat lagere premie te genieten, is de verzekering namens zijn ouders aan te gaan.

Mijn inziens zal die zaak zeer vlug moeten worden onderzocht in de commissie Bedrijfsleven, in het licht van voormelde studie. Ik hoop dat de minister zal openstaan voor de talrijke voorstellen die op tafel liggen.

De **voorzitter**: Hoe zit het met die studie?

22.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Ze wordt momenteel vertaald.

Het incident is gesloten.

23 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de door de horecasector in het verlengde van de btw-verlaging gemaakte afspraken" (nr. 516)

23.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): De werkgelegenheid in de horecasector blijkt niet gestegen te zijn, ondanks het feit dat de sector zich ertoe verbonden had 6.000 jobs te creëren toen de btw in oktober 2009

van 21 tot 12 procent werd verlaagd. De vertegenwoordigers van de sector leggen uit dat zij de crisis hebben ondergaan en dat zij weliswaar geen nieuwe jobs hebben gecreëerd doch de werkgelegenheid hebben gevrijwaard.

Tezelfdertijd heeft de Arbeidsinspectie een inbreuk vastgesteld tijdens 75 procent van de door haar uitgevoerde controles. De vertegenwoordigers van de sector leggen dit uit door een versterking en een verbetering van de controles. Anderzijds waren de prijzen verondersteld te dalen, maar in de cafés zijn ze gestegen.

Hoe wordt de impact van de verlaging van de btw geëvalueerd in het licht van de verbintenissen aangegaan door de sector? Ware het niet interessanter geweest maatregelen te nemen zoals forfaitaire sociale bijdragen of belastingen?

23.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Het is de bedoeling van de regering het vastgelegde traject in overleg met de sector te volgen, rekening houdend met alle situaties. Hierbij wordt de voorkeur gegeven aan de afschaffing van zwartwerk in de sector. De impact van de maatregelen moet ook worden gemeten in termen van jobcreatie.

Elke maatregel vergt tijd alvorens effecten te ressorteren. Op basis van de btw-aangiften ligt de omzet van het eerste kwartaal 2010 4,48 procent hoger dan in 2009. De jongste gegevens van het Federaal Planbureau tonen aan dat de globale consumptie dit jaar met 3,82 procent zou moeten stijgen. De horecasector, die in tijden van crisis meestal in moeilijkheden verkeert, mag dus hopen op een stijging boven de gemiddelde consumptiegroei. Dat is positief.

Ik beschik over cijfers voor de hele sector (hotels en restaurants, drankgelegenheden). Voor de sector van de restaurants alleen bedraagt de stijging 5,51 procent. De eerste resultaten van de verlaging zijn dus hoopgevend.

Wat de werkgelegenheid betreft, is de minister van Werk bevoegd.

Automatische kasregisters werden opgelegd om fiscale fraude tegen te gaan. Het KB dat verschenen is in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2009 legt de kenmerken vast waaraan het systeem moet beantwoorden. Er is voorzien in een overgangperiode tot 31 december 2012 om alle horecazaken de mogelijkheid te bieden zo'n kasregister aan te schaffen. Begin 2013 zullen wij over een meer precieze balans beschikken.

Het laatste aspect betreft het prijzenbeleid. Het is nog te vroeg om een goed beeld te hebben van de ware impact, te meer dat die niet altijd duidelijk zichtbaar is omdat men vaak te maken heeft met prijzenclusters. De daling van het btw-tarief zou de prijsstijging kunnen afremmen, hoewel men niet kan uitmaken wat die stijging zou geweest zijn zonder die btw-verlaging.

Men heeft de indruk dat over deze kwestie enige informatie zou kunnen worden verstrekt.

23.03 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): Het verbaast mij dat de omzet 5 procent hoger ligt dan voor het eerste semester van 2009 terwijl het aantal faillissementen in die sector fors is toegenomen.

Eind 2010 had men een toename van het aantal banen kunnen verwachten, alsook resultaten in de strijd tegen zwartwerk. Blijkbaar worden de maatregelen minder precies opgevolgd dan ik had verwacht.

23.04 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Uit het hoofd kan ik u zeggen dat het protocol voorziet in een evaluatie voorafgaand aan de volgende fase. De regering is niet bij machte om het even welke fase uit te voeren. Het protocol voorziet noch in een vaste datum, noch in een methodologie.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.38 uur.

